ISSN 0024-7650

M 6189 - 985 - 6,00 F
3796189006007 09850

Nucléaire : l'atome moins dangereux que les irresponsables qui nous gouvernent

p. 16

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 985 - 18 avril 1987 - prix : 6 F

Espagne : grèves ouvrières et freins syndicaux

p. 6

24 milliards de déficit à la Sécu, 474 milliards de crédits à l'armée :

pour la Sécurité Sociale, des Etats-Généraux pour l'armée, l'Etat des généraux

SOMMAIRE

INTERNATIONAL

Page 6
— Espagne : Les dirigeants syndicaux voudraient limiter les luttes à des objectifs politiciens.

Page 7
— Cisjordanie : Affrontement entre Palestiniens, armée et colons israëliens.
— Paraguay : Avec ou sans état de siège, la dictature demeure.

Page 8
— Portugal : La chute du gouvernement Cavaco Silva.

Page 9
— Japon : La "solution" du capital japonais : Plus d'exploitation pour compenser moins d'exportation.

INTÉRIEUR

Page 4
— A bas le budget militaire des profiteurs.
— Plan Epargne-Retraite : Epargnez-nous vos mensonges.

Page 5
— Sécurité sociale : Séguin s'occupe du "trou de la Sécurité sociale" : Travailleurs, gare au trou dans le porte-monnaie !

Page 12
— Transports en commun : En avant pour la hausse des tarifs !

Page 13
— Dans 7 semaines la fête de Lutte Ouvrière.

DANS LES ENTREPRISES

PAGES 10, 11, 12
— CRAMIF (Paris 19e) : La grève des standardistes continue.
— Général Motors (Strasbourg) ; Alsthom (Belfort) ; SNECMA (Corbeil) ; Ermont (Lorette Loire) ; Solvay (Dole) ; Via Assurances (Paris 9e) ; Centre hospitalier de Roanne ; Martinique : Fin de la grève du bâtiment.

LOISIRS ET CULTURE

Pages 14 et 15
— Livres : *Une ardente patience* de Antonio Skármeta ; *Tableaux de l'Etat physique et moral des salariés en France* de Villermé ; *1919 La mémoire du siècle. Versailles, une paix bâclée ?* de Michel Launay ; *Les ouvriers dans la société française XIXe-XXe siècle* de G. Noiriel ; A propos de la mort d'Erskine Caldwell.

Page 15
Films : — *L'autre moitié du ciel* de Manuel Gutierrez Aragon ;

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A.
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F - Durée : cinquante ans.
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15000 exemplaires.
Composition : Point Virgule Photocompo, Paris.
Impression : Roto de Paris, La Plaine-Saint-Denis (Seine-Saint-Denis)
Commission Paritaire des Publications n° 64995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON
Virements postaux à : Michel RODINSON,
CCP PARIS 6851 10 R.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIÈRE :

pour une période de un an : 180 F — pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASSE
Mensuel édité par Lutte Ouvrière, Spark, Combat Ouvrier, UATCI
Abonnement pour un an (France) : 80 F

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

_____

_____ Code Postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Tarifs pour l'étranger : sur demande. *(1) Rayer les mentions inutiles.*

COLONIALISME PAS MORT

NOUVELLE-CALÉDONIE

Des urnes mobiles... et blindées pour le référendum

Comme cela était attendu, l'Assemblée nationale a adopté le projet de référendum en Nouvelle-Calédonie. Pons, le ministre des DOM-TOM, l'a emporté avec une majorité confortable : 325 voix contre 249, seuls le PCF et le PS ayant voté contre.

On a pu vérifier, au cas où un doute aurait encore subsisté, que les réticences affichées par certains centristes n'allaient pas jusqu'à les conduire à voter contre le gouvernement. Tout au mieux serviront-elles, pour le cas où le référendum tournerait mal — il est prévu en principe pour août — de moyen pour les centristes de faire "porter le chapeau" à leurs amis du RPR ; ce qui leur permettrait d'en tirer argument aux prochaines présidentielles.

La nouveauté réside dans les amendements qui ont été proposés et votés en même temps que la loi. Et en particulier celui qui prévoit que des déplacements des bureaux de vote pourront éventuellement intervenir *"de l'ouverture de la campagne électorale... jusqu'à la clôture du scrutin"*. Les députés et les membres du gouvernement sont tellement rassurés face à l'éventualité d'un boycott actif de la part des Kanaks, qu'ils ont déjà tout prévu pour faire entériner le principe d'une retraite précipitée.

Les socialistes, eux, avaient trouvé la combine : après avoir fait quadriller le territoire par un nombre considérable de militaires et couvert l'assassinat du leader indépendantiste Eloi Machoro, ils avaient repoussé le référendum à après les élections législatives, repassant le bébé à leurs successeurs. Mais la droite, dont les leaders se bousculent pour plaire aux nostalgiques du "temps des colonies", est condamnée, elle, à la fuite... en avant ou en arrière.

Avec des urnes à roulettes, ça facilite sans doute les choses...

L.G.

Lafleur, Laroque et les autres

Significatif, le dernier *Droit de Réponse* de Michel Polac consacré samedi dernier à la Nouvelle-Calédonie.

Par les absents d'abord qui furent pourtant évoqués au cours du débat. Car la Nouvelle-Calédonie, c'est quelques familles, blanches, qui dominent économiquement et politiquement le pays, qui en pillent les richesses et qui détournent à leur profit les 11 milliards de francs que l'Etat français consacre à la Nouvelle-Calédonie dans son budget. Comme ce Laroque, qui fut pendant trente-cinq ans maire de Nouméa et en même temps le patron de la société qui détenait le monopole des importations et exportations du pays. Celui-ci se contentait de quitter quelques minutes le conseil municipal, lorsque ce dernier votait des achats à la société pour ne pas être accusé de corruption. Aujourd'hui, c'est le 1er adjoint au maire qui assure ce rôle. Ou Lafleur, sénateur de Nouvelle-Calédonie, propriétaire de 36.000 hectares et patron de nombreuses sociétés.

A l'autre bout, il y a les Kanaks, Français malgré eux, et, malgré tout, Français pas comme les autres. Pour un passeport, il leur faut encore aller au bureau des Affaires indigènes. Les emplois ne sont pas pour eux, les lycées non plus. Ce ne sont même pas des prisonniers comme les autres. Dans les cellules de la prison, il n'y a pas toujours de lavabos et il faut alors se laver les dents dans la cuvette des WC. Et pour eux, il y a surtout des militaires français, un militaire pour trois hommes adultes. A peu près comme si la France était occupée par une troupe de plus de 10 millions d'hommes !

TCHAD

Une sale guerre, oui

Quel est le coût de la guerre du Tchad ?

"L'aide civile française a représenté l'année dernière 400 millions.

L'entretien de la force Epervier a largement dépassé le milliard et demi de francs en 1986, auxquels il faut ajouter, depuis janvier, 500 millions de francs d'armement offerts au gouvernement tchadien".

C'est *Le Figaro* du 14 avril qui le dit, un journal qui s'est illustré par ses positions "va-t-en guerre". Ces chiffres donnent un aperçu de la guerre du Tchad vue du côté du contribuable français. Nul doute qu'il faille encore ajouter à ces dépenses quelques faux frais.

Quant au coût pour les peuples de la région, c'est encore autre chose. Eux payent l'impôt du sang. Et pour eux, la paix n'est sans doute pas pour demain, sauf à accepter la dictature d'un Hissène Habré et de ses bandes armées, qui continueront comme par le passé à racketter les populations et à maintenir la terreur. Mais c'est l'ordre tel qu'il convient à l'impérialisme français et à l'impérialisme américain.

La victoire qu'on nous a chantée ici au lendemain des batailles de Ouadi-Doum et de Faya-Largeau, a un goût sinistre et sa note est salée.

L.G.

France, terre d'asile pour dictateurs en villégiature

On savait que Duvalier et sa petite famille avaient trouvé un refuge sûr dans les Alpes-Maritimes. Mais... il y avait toujours ces fameux arrêtés d'expulsion pris par Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, en février 1986, qui planaient au-dessus de leur tête. Eh bien, maintenant, ils n'ont plus d'inquiétude à se faire — s'ils s'en sont jamais fait —, ces arrêtés ont été annulés par le tribunal administratif de Grenoble. Car voyez-vous, disait le tribunal : *"L'expulsion d'un étranger du territoire français ne peut être prononcée que si sa présence sur ce territoire constitue une menace grave pour l'ordre public, laquelle ne saurait être établie par une simple affirmation, non assortie de faits précis".*

Pour l'Etat français, les 101 Maliens expulsés représentaient un danger pour la France, comme tous les immigrés qui, aujourd'hui, se retrouvent du jour au lendemain expulsés. Mais l'ex-dictateur haïtien qui a fui son pays sans oublier d'emporter toutes les richesses qu'il a volées à la population haïtienne, est un ami de l'Etat français.

L'Etat français protège les dictateurs, de surcroît quand ils sont riches, très riches. Que voulez-vous, ce ne sont pas de simples immigrés, mais des amis en difficulté !

24 milliards de déficit à la Sécu, 474 milliards de crédits à l'armée : pour la Sécurité sociale, des États généraux, pour l'armée, l'État des généraux !

Le gouvernement a décidé de réunir un comité de "sages" pour préparer une réforme de la Sécurité sociale. D'ici quelques mois, des "Etats généraux" devraient l'adopter définitivement.

Le motif, c'est ce déficit de la Sécurité sociale qui réapparaît régulièrement depuis des années. Il s'agit de trouver des ressources supplémentaires dans les poches des salariés. La seule originalité du plan élaboré par Séguin, le ministre chargé du dossier, c'est la formule employée. Il ne veut pas être seul à prendre la responsabilité de décisions impopulaires. Plutôt qu'un décret, il préfère cette mise en scène du comité des "sages" et des "Etats généraux".

Les "sages" ont été choisis parmi des hauts fonctionnaires de droite, mais aussi de gauche, proches du Parti Socialiste. Il s'agit d'essayer d'impliquer dans les décisions aussi bien le Parti Socialiste et un certain nombre de dirigeants syndicaux que le gouvernement de droite actuel.

Et il est vrai qu'avant celui-ci, c'est le gouvernement de gauche, avec des ministres socialistes et communistes, qui a fait payer le déficit de la Sécurité sociale aux salariés, en relevant les cotisations ou en instaurant entre autres le paiement d'un forfait journalier pour les séjours à l'hôpital. Alors, il y a tout lieu de penser que la majorité parlementaire et l'opposition vont cohabiter, dans ce domaine comme dans d'autres, et vont tomber d'accord sur des mesures à prendre contre les travailleurs.

Oh, bien sûr, dans le détail, tous ces gens-là vont discuter, polémiquer, prendre l'opinion à témoin pour dire qu'il faut prendre telle mesure et non telle autre. Mais le vrai problème est ailleurs. Que sont ces 24 milliards de francs de déficit ? Qu'est-ce à côté par exemple des 474 milliards de crédits du budget militaire que tous les députés, du Parti Socialiste au Front National, viennent de voter comme un seul homme ? A côté de cet argent englouti, le "trou" de la Sécurité sociale, au moins, correspond à des soins ou des retraites payées à des gens qui en ont besoin !

En fait, parce que le budget de la Sécurité sociale est financé par les travailleurs, le gouvernement actuel et ceux qui l'ont précédé lui ont fait supporter des charges correspondant à des cadeaux à telle ou telle catégorie de leurs électeurs.

Et puis surtout, le déficit de la Sécurité sociale est le résultat du chômage et des bas salaires. Trois millions de chômeurs, c'est autant de cotisants en moins. Et les salaires bloqués qui n'augmentent plus depuis maintenant des années, c'est aussi autant de moins pour les cotisations. Vingt-quatre milliards de déficit, c'est moins de 3 % du total de ces cotisations. Pour que celles-ci augmentent de 3 % et que le trou soit comblé, il suffirait donc que les salaires augmentent aussi de 3 %. Or, est-ce que les salaires n'ont pas pris bien plus de 3 % de retard depuis qu'ils sont bloqués ?

Voilà la raison toute simple du déficit. Ce n'est pas que l'argent manque dans le pays. Mais il ne va pas aux travailleurs. Il s'en va dans les spéculations boursières, dans les profits colossaux des patrons qui permettent par exemple à un roi du béton d'acheter une chaîne de télévision, ou bien dans les milliards du budget militaire.

Alors oui, il s'agit pour les travailleurs de refuser toute nouvelle charge. Si l'on voulait trouver l'argent, il faudrait taxer les profits boursiers, comme le propose le Parti Communiste aujourd'hui et comme il aurait été mieux inspiré de le faire au temps où il avait des ministres.

Mais surtout, il s'agit de stopper ce système qui accumule des richesses à un pôle et pèse de plus en plus sur les plus pauvres. Ce n'est pas la crise pour tout le monde. La bourgeoisie, le patronat sont riches, très riches, aux dépens des travailleurs. Il est temps de mettre un coup d'arrêt aux attaques des patrons. Il est temps que les travailleurs luttent pour des augmentations de salaire substantielles, qui sont un besoin vital. Cela résoudrait, en passant, le problème du trou de la Sécurité sociale. Mais surtout, cela en résoudrait beaucoup d'autres.

Arlette LAGUILLER

Gorbatchev-Reagan

Les accords sur le désarmement sont bons pour désarmer les peuples, mais pas les États

Après la proposition de Gorbatchev de démanteler les missiles à tête nucléaire "de portée intermédiaire" en Europe (1 000 à 5 500 km), les dirigeants américains avaient laissé entendre qu'ils en étaient partisans, mais qu'il fallait lier cela à une négociation portant sur les missiles "intermédiaires à courte portée" (de 500 à 1 000 km).

Qu'à cela ne tienne, les dirigeants russes proposent alors le démantèlement de tous les missiles nucléaires en Europe. Vis-à-vis de la fraction de l'opinion internationale qui croit au possible désarmement, c'est donc pour le moment Gorbatchev qui marque des points.

Il ne s'agit pourtant que d'un épisode de plus dans la partie de "poker menteur" sur le désarmement. Partie qui dure... depuis la fin de la dernière guerre mondiale — pour ne remonter que jusque-là — et qui a connu de nombreuses péripéties et de nombreux rebondissements.

En matière de propositions de désarmement, l'URSS a toujours eu une avance par rapport aux USA. Tant il est vrai que les dirigeants de ce pays ne sont pas maîtres dans la course aux armements, et qu'ils ne font qu'essayer de rétablir un équilibre entre la puissance militaire des pays impérialistes et la leur, relativement d'autant plus faible, que leur économie est bien plus sous-développée.

Avec la rencontre de Reykjavik entre Reagan et Gorbatchev, et maintenant avec celle de Schultz et de Chevarnadzé, c'est donc, depuis plus de quarante ans, la énième négociation, et ce sera peut-être le énième accord de limitation. Mais d'ici à ce que la quantité d'armement en tout genre nucléaire, chimique, ou classique diminue, c'est une autre affaire. Ce ne serait pas la première fois qu'un traité de limitation des armements serait signé, et que la course aux armements repartirait de plus belle.

Pour mettre un terme à la course aux armements, il faudrait bien autre chose qu'un traité. Le seul désarmement possible, c'est celui que les travailleurs en armes seraient capables d'imposer à la bourgeoisie. En démantelant non pas les rampes de fusées, mais les appareils d'Etat nationaux à l'aide desquels elle exerce son pouvoir dans le monde.

Louis GUILBERT

A l'Assemblée

Quand les élus de la majorité font les yeux doux à ceux du Front National

Claude Malhuret, le secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, s'est fait remarquer à l'Assemblée nationale mercredi 15 avril en répondant au Front National. Celui-ci réclamait que Chirac le désavoue pour avoir souhaité que la majorité s'emploie à *"délégitimer le Front National"*. Malhuret a lancé aux députés d'extrême-droite : *"Les problèmes de la France ne se réduisent pas à ceux de l'immigration, du SIDA ou de la drogue. (...) Est-ce que vous pensez que c'est, sur le Code de la nationalité, en faisant conspuer les dirigeants d'associations qui œuvrent en faveur des immigrés que vous allez résoudre les difficiles problèmes de la coexistence entre communautés ? (...) Nous ne défendons pas les mêmes valeurs"*.

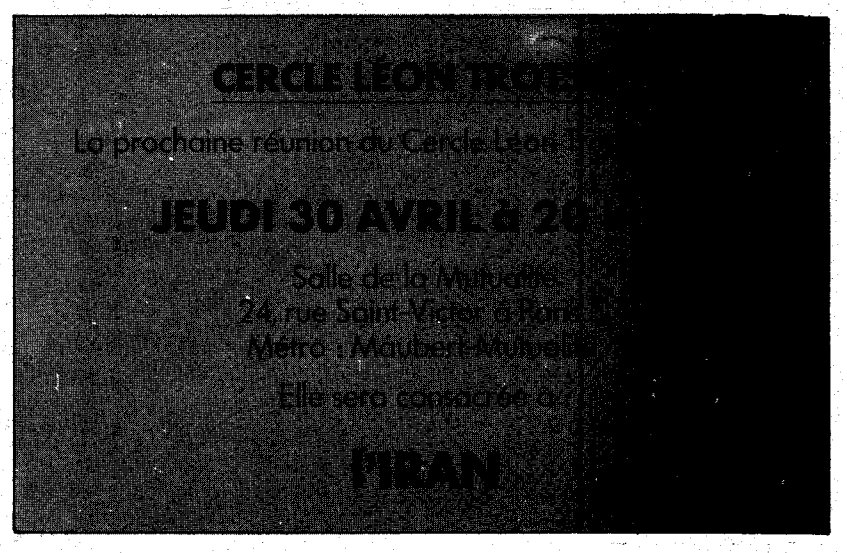
L'intervention du ministre a été saluée des applaudissements des députés... socialistes. A droite, apparemment, les applaudissements étaient plutôt rares. Le chef du groupe UDF, Jean-Claude Gaudin, s'est gardé d'applaudir. C'est que, du côté des députés de la majorité, on fait de moins en moins la fine bouche sur l'appui des élus de Le Pen, sinon à l'Assemblée elle-même, du moins dans les municipalités et les régions. Les notables tiennent plus à leur place qu'à leur étiquette, et élus RPR, UDF et même socialistes sont prêts, pour conserver leur poste, à toutes les démagogies...

Pour Jean-Claude Gaudin, les yeux rivés sur la mairie de Marseille (dont il avait dit, la veille, que s'il pouvait l'emporter, *"ce serait le plus beau jour"* de sa vie), *"pourquoi cracher au visage de ceux dont nous aurons éventuellement besoin ? Pour être élu, il faut prendre toutes les voix"*. Ceux dont il aura besoin, ce sont les élus du Front National, n'en doutez pas. Parlant d'eux, qui font partie de sa majorité au Conseil régional de Provence-Côte d'Azur, il avait tenu à préciser : *"Le Front National a des élus respectables et qui travaillent"*...

Même son de cloche chez certains RPR, à commencer par le ministre de l'Intérieur, Pasqua. En visite à Marseille, il a regretté de voir les partisans de Le Pen *"consacrer plus de temps à combattre la majorité qu'à y jouer un rôle"*.

Dans son discours, Malhuret avait lancé au Front National : *"Mais le Front National ressemble à un immeuble à double entrée : une façade respectable et bourgeoise qui rassure le chaland et une arrière-cour qui n'est pas, et de loin, pavée des mêmes bonnes intentions"*. Une image qu'on pourrait lui renvoyer à propos de la majorité à laquelle il appartient et où les Gaudin et les Pasqua se tiennent derrière les Bernard Stasi, Simone Weil et Malhuret !

J.-J. F.



A bas le budget militaire des profiteurs !

L'Assemblée nationale vient de voter le plus gros budget militaire de toute l'histoire de France pour une période de paix, à la majorité la plus forte qu'on ait vue depuis longtemps. Du Front National au Parti Socialiste, tous les députés ont approuvé comme au garde-à-vous.

Une somme colossale : 474 milliards de francs est prévue dans ce super-budget étalé sur cinq ans. A l'arrivée les dépenses militaires, qui dès cette année augmentent déjà de 11 %, auront gonflé de presque 40 % !

474 milliards de francs, cela représente environ 10 000 F de dépense par citoyen, en faisant aussi payer les enfants ! De quoi boucher durant vingt-cinq ans le trou actuel de la Sécurité sociale ; ou verser durant cinq ans le SMIC à plus d'un million de chômeurs.

Bien sûr devant l'énormité de la somme en ces temps d'austérité et de chômage, il se trouve des gens, à commencer par Giraud, le ministre de la Défense, auteur du plan, pour dire que ces dépenses créeront des emplois. Mais pas énormément. Bien moins, en tout cas, que n'importe quelle autre industrie. Car les emplois dans l'industrie d'armement sont les plus coûteux à créer. Et les plus inutiles aussi.

Pour tenter de nous faire avaler la pilule, on nous parle des visées expansionnistes de Kadhafi, des fusées de Gorbatchev et des espions du KGB... Mais, si la DST dit vrai, ils auront les plans avant même que les armes ne soient fabriquées ; alors, à quoi sert de dépenser en pure perte tout cet argent ?

En fait, il s'agit surtout de fournir aux trusts et à toutes les entreprises d'armement de copieux et juteux marchés.

Comme toujours, le prétendu intérêt national ne sert qu'à masquer celui du capital. Ce qu'ils veulent les Dassault, les Matra et les Thomson, ce sont des commandes, et des profits. La bourgeoisie française se débrouille bien dans ce domaine. Il fut un temps où trouvant les armes modernes trop difficiles à fabriquer, elle vendait à l'armée et au contribuable le béton de la Ligne Maginot. Aujourd'hui les producteurs de béton ont les autoroutes à construire ou achètent des télés. Les rois de l'électronique, eux, veulent pouvoir continuer à vendre des armes.

Ces armes, jusque-là, l'Etat français en achetait un bon paquet. Le reste était vendu à crédit aux pays du Tiers Monde. Et en grande partie donc aussi sur les deniers de l'Etat. Mais les pays pauvres devenant de plus en plus pauvres réduisent de plus en plus leurs achats. A l'armée française de passer commande — l'armée, c'est fait pour commander ! — et au contribuable de régler la note.

Ces bourgeois aujourd'hui ont le sourire. Pas seulement la poignée de gros qui contrôlent ou dirigent les trusts de l'armement. Il y a aussi quantité d'entreprises moins connues qui vivent de la production d'armement comme Luchaire, qui désormais vendront encore un peu plus à l'armée française.

Il y aura de la variété. Et pas des petits contrats. Le porte avion nucléaire *Richelieu :* environ 20 milliards ! Le sous-marin, nucléaire aussi, dernier cri : 68 milliards. Plus 73 milliards pour les missiles qu'il portera : les M5. Il y aura aussi les M4, toujours des missiles : 65 milliards et les S4, encore des missiles : 30 milliards. L'avion de combat futur lui se verra attribuer 140 milliards etc.

Et les fabricants ont tout prévu. Le budget est calculé et a été voté en francs 1986, c'est-à-dire qu'au besoin ces crédits seront augmentés pour effacer les effets de l'inflation. Pour trouver l'argent nécessaire au déblocage des crédits militaires, on pourra toujours bloquer les salaires !

Les capitalistes savent prendre leurs précautions pour protéger leurs intérêts. Ils n'ont pas peur de passer pour égoïstes, eux. Ils connaissent la musique et payent des gens pour la jouer ; la militaire qui sert à faire applaudir les dépenses et l'autre qui consiste à entasser les bénéfices ; généraux et présidents-directeurs généraux comme larrons en foire pour la défense du profit et des affaires...

Mais il ne faudra pas oublier non plus leurs complices qui ont approuvé ce détournement de 474 milliards ; les politiciens de droite et les socialistes qui, paraît-il, aiment tant la Sécurité sociale. Moins que l'armée et les trusts en tout cas !

Pierre VERNANT

PLAN ÉPARGNE-RETRAITE

Epargnez-nous vos mensonges

Le gouvernement a présenté à l'Assemblée nationale un projet de loi sur les plans d'épargne-retraite. Il s'agit d'encourager par quelques déductions du revenu imposable (toujours plus intéressantes pour les plus fortunés que les autres) les versements individuels destinés à procurer un complément de retraite dans le futur.

Ce genre de mesures ne concernent évidemment pas les chômeurs ou les petits salaires trop occupés par le présent, et qui seraient bien en peine d'économiser pour l'avenir. Elles visent à attirer la clientèle de cadres ou de commerçants vers les produits boursiers.

Les patrons n'entendent plus continuer à financer les systèmes de retraite actuels dans la même proportion. Alors, le gouvernement fait campagne contre les retraites collectives et pour l'idée de l'épargne individuelle de ceux qui en auront les moyens. En oubliant aussi, bien sûr, de dire que les épargnants risquent de tout perdre si leurs économies sont mangées par un krach boursier ou l'inflation comme ce fut le cas dans l'entre-deux guerres avec le système français des retraites d'avant la Sécurité sociale.

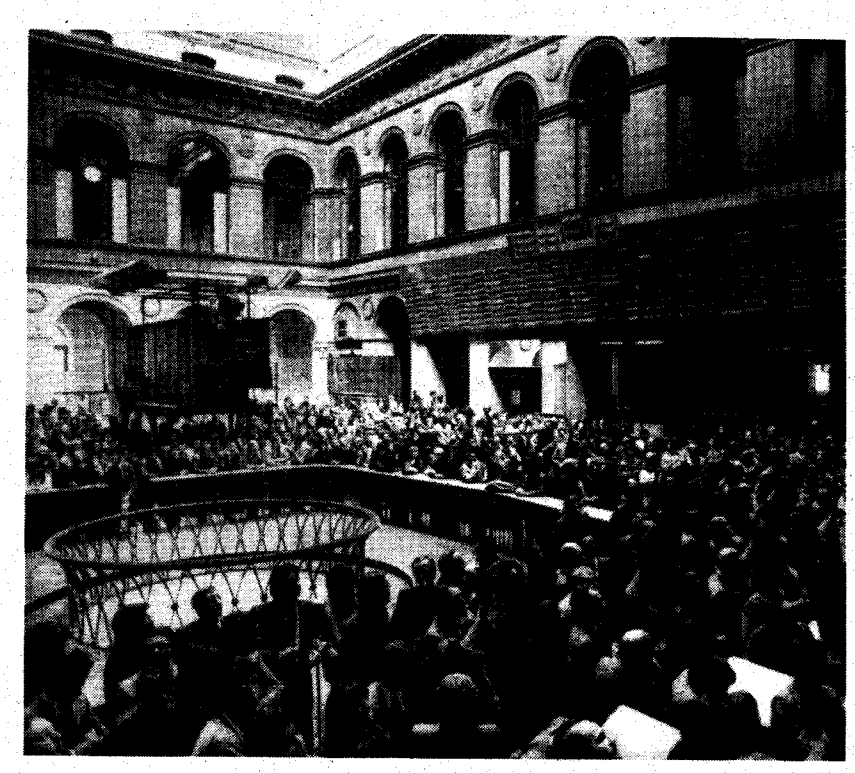
Pour protéger ses vieux jours et pouvoir faire face aux frais médicaux, la meilleure façon n'est évidemment pas de chercher aide et protection auprès de compagnies d'assurances qui ont en vue leurs profits et vendent à prix fort des "produits retraite" ou "maladie" (ce sont leurs termes, qui disent bien ce qu'ils veulent dire).

Le plan épargne-retraite le plus efficace, c'est l'augmentation générale des salaires, aujourd'hui !

LA BAISSE DE L'IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

170 milliards de "vitamines" pour la Bourse, mais rien pour les 24 milliards du "trou" de la Sécu !

"La baisse de l'impôt sur les sociétés dope la Bourse", titrait *Le Nouvel Economiste* du 10 avril. Et cette revue d'expliquer que la nouvelle diminution du taux de l'impôt sur les bénéfices des entreprises (baisse de 45 % à 42 % récemment confirmée par le gouvernement et doublée d'une avance de trésorerie) aura, à elle seule, pour effet que *"les bénéfices nets augmenteront de 5,4 %"* en 1987. La revue rappelle au passage qu'en 1986, déjà, une précédente diminution des impôts patronaux *"avait eu pour conséquence directe une hausse supplémentaire de 10 % des résultats nets des entreprises"*.



La Bourse a donc de quoi pavoiser devant ce qu'un boursier cité par *Le Nouvel Economiste* appelle une *"ristourne"* gouvernementale et, du coup, les cours des actions pourront s'envoler vers de nouveaux sommets. Cet hebdomadaire s'est d'ailleurs livré à un petit calcul d'où il ressort que cette *"ampoule de vitamines"* fiscales, selon son expression, devrait se traduire cette année par une augmentation... de 170 milliards de francs de la valeur des actions en Bourse ! Car pour lui, il ne fait aucun doute que les profits supplémentaires laissés aux capitalistes par la baisse de leurs impôts serviront à acheter des actions et en aucune façon à investir dans la production.

Eh oui, les entreprises regorgent de fric. Si, il y a quelques années, nombre d'entre elles apparaissent comme endettées auprès des banques, aujourd'hui, elles ont tellement d'argent que d'emprunteuses elles sont devenues prêteuses : certaines concurrencent même les banques en prêtant leurs propres fonds plutôt que d'investir. Ou bien, ce qui revient au même, elles placent ces fonds en Bourse, dans la spéculation.

Mais tout cela n'empêchait pas, mercredi 15 avril, le vice-président du CNPF de pleurnicher en direct sur Europe 1, déclarant que la croissance économique serait moindre que prévue cette année, que donc... il faudrait "aider" les entreprises pour qu'elles puissent "investir", qu'il faudrait assouplir encore plus les règles d'embauche et de licenciements pour qu'elles puissent reconstituer leurs marges bénéficiaires ! Et cela n'empêche pas non plus les représentants du patronat, ceux de la majorité gouvernementale comme ceux de l'opposition, ces jours-ci, de se pencher avec gravité et hypocrisie sur le "trou" de la Sécurité sociale en feignant de se demander où ils pourraient trouver 24 milliards de francs.

Où les trouver ? Mais page 114 de cette revue, *Le Nouvel Economiste*, qui ne passe pas pour hostile au patronat, la réponse se trouvait écrite en toutes lettres !

P.L.

Les précieuses ridicules

Un "styliste" japonais vient de créer un maillot de bain une pièce, pour dame, serti de diamants. Le support est en cuir, forcément, car les diamants ça gratte. Le tout vaut huit millions de francs. Peut-être trouvera-t-on bientôt des modèles pour hommes moins chers. Mais attention aux hold-up, que les bijoux de famille ne soient pas enlevés avec le slip.

Séguin s'occupe du trou de la Sécurité sociale :

Travailleurs, gare au trou dans le porte-monnaie !

● 24 milliards de déficit prévus pour 1987, après 21 milliards de déficit en 1986 : Séguin, en nommant les "sages" qui vont s'occuper des "Etats généraux" de la Sécurité sociale, veut résoudre le problème.

Le Comité des "sages" est résolument cohabitationniste, puisqu'on y retrouve à côté des hauts fonctionnaires de droite, des hauts fonctionnaires de "gauche", c'est-à-dire qui avaient été utilisés par la gauche au gouvernement comme experts ès Sécurité sociale... Ce qui n'a pas de quoi rassurer les travailleurs qui se souviennent de l'introduction du 1 % d'impôt supplémentaire, de la création d'un forfait hospitalier et de l'introduction de la notion de "médicaments de confort" remboursés à 40 % — toutes choses en quoi avaient consisté les remèdes "de gauche" aux problèmes de la Sécurité sociale.

Mais Séguin et tous les responsables du gouvernement ne veulent pas être les seuls à prendre la responsabilité de boucher le trou de la Sécurité sociale à la fois en faisant payer plus les salariés et en diminuant les prestations sociales. A l'appui de sa démarche, Séguin a même commandé un sondage qui, comme par hasard, fait ressortir que 70 % des personnes interrogées sont satisfaites de l'idée des Etats généraux et que les réponses sont indépendantes du clivage gauche-droite...

Séguin veut mouiller la gauche dans les mesures anti-ouvrières. *"Pourquoi, en effet, prendre le risque politique de mesures forcément impopulaires, alors que les responsabilités incombent à tous ?"* C'est l'éditorialiste du *Figaro* du 15 avril qui parle ainsi... Eh oui, pourquoi se priver d'une mise en scène à grand spectacle qui verra tout le monde des politiciens, à gauche et à droite, bien d'accord pour faire payer les plus pauvres ?

Parce que, de toute façon, c'est cela que Séguin, ses Etats généraux et tout son bla-bla nous préparent. Et qu'est-ce qu'on pourrait attendre d'autre d'un ministre qui déclarait, il y a un mois : *"Si les Français souhaitaient manger des médicaments plutôt que de la viande rouge ou d'aller à la plage, je ne vois pas au nom de quoi je le leur interdirais... Mais il faut qu'ils assument ces choix"* ; d'un ministre qui, pour boucher le trou de 1986, avait augmenté de 0,7 point la cotisation vieillesse payée par les salariés et imposé un prélèvement fiscal supplémentaire de 0,4 % qui n'a pesé que sur les plus pauvres, puisque, pour les riches, la diminution d'impôt était très largement supérieure à cette augmentation...

Jean-Jacques FRANQUIER

La manifestation du 22 mars (Elie Kagan).

Les mille et une manières de faire payer les salariés

Le déficit prévisible de la Sécurité sociale serait donc, en 1987, de 24 milliards. 24 milliards, cela représente une douzaine de jours de fonctionnement du seul régime général, le régime des salariés. Sur une année, on peut bien sûr estimer que cela fait beaucoup... Mais pas forcément au point de provoquer tant de gémissements désespérés de la part d'hommes politiques qui, de l'extrême-droite au Parti Socialiste, ont voté, dans une touchante union et sans aucun état d'âme, 100 milliards de crédits par an pendant cinq ans — quatre fois le déficit de la Sécurité sociale — pour doter l'armée de nouveaux instruments de mort !

Mais, pour Séguin, que la société crève d'une overdose d'armements, ce n'est pas un problème. Par contre, nous consommerions trop de médicaments. Pour d'autres, comme cet éditorialiste du *Figaro* du 5 avril, il faudrait rajouter *"les abus flagrants que chacun peut constater en fréquentant des hôpitaux ou en croisant, à l'usine ou au bureau, les tire-au-flanc professionnels"*...

"Explications" bidon qui n'expliquent pas en tout cas comment il se fait que c'est chaque année que le trou réapparaît alors que chaque année aussi, on demande aux travailleurs de payer pour le boucher.

Mais l'explication est simple, et c'est Séguin lui-même qui l'a chiffrée en affirmant que chaque année, le chômage coûte 100 milliards à la Sécurité sociale.

Il y a de plus en plus de chômeurs, et donc de moins en moins de cotisants. A quoi il faut rajouter le problème des bas salaires : un déficit de 24 milliards, cela fait environ 3 % du budget du seul régime général. Et 3 %, c'est bien moins que le retard pris par les salaires depuis 1982, retard qui a grevé les rentrées de la Sécurité sociale. Avec des salaires bloqués et une augmentation du nombre de chômeurs, les recettes de la Sécurité sociale ne peuvent pas augmenter, en tout cas elles augmentent bien moins vite que les dépenses, car les chômeurs consomment aussi des médicaments et les prix des médicaments, eux, ne sont pas bloqués, bien au contraire !

Oui, la Sécurité sociale est malade, mais avant tout du chômage et des bas salaires, c'est-à-dire de tout l'argent que les patrons ne versent plus. Mais cet argent n'est pas perdu pour tout le monde, et les patrons l'ont intégré à leurs profits, le jouent en Bourse. Alors, on pourrait croire que le remède est simple, et qu'il suffirait de taxer un peu plus les profits des entreprises pour obliger les patrons à restituer une partie de ce qu'ils volent aux travailleurs en salaires et donc à la Sécurité sociale. Mais le gouvernement a justement fait le contraire, et il a diminué l'impôt sur les bénéfices ! Le Parti Communiste, qui a aujourd'hui des idées qu'on aurait souhaité voir Ralite mettre en œuvre quand il était ministre de la Santé, dit qu'il suffirait d'imposer des "charges sociales" de 12 % aux profits boursiers pour faire rentrer 72 milliards dans les caisses de la Sécurité sociale.

Mais ce n'est évidemment pas cela qu'envisage le gouvernement. Les projets qui sont à l'étude au ministère de Séguin, et avec lesquels on demandera aux "Etats généraux" de composer un patchwork, visent tous à faire payer les salariés.

Chez Séguin, on explique qu'un relèvement de 1 % de la cotisation vieillesse rapporterait en année pleine 14 milliards de francs. Mais par définition, une telle augmentation ne touchera que les salariés et encore plus les bas salaires que les autres, puisqu'elle n'est calculée que sur la part des salaires en dessous du plafond de la Sécurité sociale (9 630 F par mois).

Une contribution supplémentaire de 1 % sur tous les revenus rapporterait, en année pleine, 25 milliards, dont 17,6 payés par... les salariés, 4 par les retraités et les pré-retraités. Et seulement, 1,9 milliard proviendrait des revenus fonciers et mobiliers...

Mais on n'étudie évidemment pas que les ponctions supplémentaires à faire dans la poche des travailleurs. On veut aussi leur en donner moins. Et deux mesures sont à l'étude, dont l'une prévoit une franchise de 2 F sur les remboursements médicaux et l'autre, une diminution de cinq points de la part remboursée par la Sécurité sociale. La première apporterait une économie de 3,5 milliards et la seconde une économie de 4,5 milliards. Et toutes deux apporteraient un surcroît de difficultés pour les plus défavorisés, comme les vieux, c'est-à-dire ceux qui ont le moins de ressources et le plus besoin de soins.

Le gouvernement a donc tout une panoplie de mesures qui ne sont que des variations sur un même thème : présenter la note du trou de la Sécurité sociale aux salariés. Et il ne fallait s'attendre à autre chose des dirigeants de l'Etat, puisque cette pratique est à la base même du fonctionnement de la Sécurité sociale. La part des salaires réels versée à la Sécurité sociale est bien plus lourde que ce que versent, par exemple, les professions libérales, même si les modes de calcul sont faits pour occulter cela (voir encadré). Et, les revenus des salariés étant connus avec exactitude, contrairement aux revenus des non-salariés, le système de compensations existant entre les différentes caisses (régime général des salariés, régime des professions libérales, régime des agriculteurs, etc.) fait que l'ensemble des caisses de salariés ont versé plus de 20 milliards aux caisses de non-salariés...

J.-J. F.

Les salariés sont ceux qui cotisent le plus

Pour un salaire brut de 5 000 F, le patron verse à la Sécurité sociale 2 072 F (part "patronale") et le salarié 809,50 F (part salariale).

En réalité, le patron considère qu'il a versé au titre du salaire 5 000 + 2 072 = 7 072 F, qui est le salaire réel. Sur ce salaire, la Sécurité sociale a touché 2 072 + 809,50 = 2 881,50 F, soit 40,1 % du salaire réel ! Un taux que ne verse aucune profession non-salariée !

Mitterrand se sent solidaire des pauvres... à chaque période électorale

Au moment où Séguin lançait la comédie des Etats généraux de la Sécurité sociale, Mitterrand, en balade à Millau a éprouvé le besoin d'en appeler à la *"solidarité nationale"*, une solidarité dont il convient qu'elle *"ne se relâche pas à l'égard des familles, des couches sociales dans la difficulté, des chômeurs, des pauvres, des faibles"*...

Comme à chaque fois qu'il y a des élections en vue, Mitterrand se rappelle qu'il y a des pauvres, des petites gens, dont les voix lui ont été nécessaires et seront demain nécessaires au candidat socialiste. D'où le "conseil" adressé à Séguin...

Mais les pauvres et les petites gens n'ont pas tous oublié que, quand le Parti Socialiste siégeait à la fois à l'Elysée et à Matignon, c'est à eux qu'on demandait d'être "solidaires" en augmentant leurs cotisations sociales et en diminuant leurs prestations...

ESPAGNE

Les dirigeants syndicaux voudraient limiter les luttes à des objectifs politiciens

Depuis le début du mois de mars, les grèves se multiplient dans toute l'Espagne. L'hebdomadaire *Cambio 16* estimait à un million le nombre de grévistes au début de la semaine en cours. L'un des secteurs les plus touchés est celui des transports publics (transport ferroviaire, métro, transports aérien et maritime). Là en effet les deux centrales syndicales, les Commissions Ouvrières liées aux différents partis communistes et l'UGT liée au parti gouvernemental, ont organisé des journées de grève successives pour obtenir que le réajustement salarial soit fixé entre 7 et 8% au lieu des 5% que prétend imposer le gouvernement comme plafond minimum pour le renouvellement des accords salariaux. Cette grève dont le temps fort se situe donc en cette période de vacances de Pâques est largement suivie. Et jusqu'à présent le gouvernement qui parlait un moment d'accroître les impératifs du "service minimum" que gouvernement et syndicats fixent à chaque grève du secteur public a renoncé à durcir son attitude. Il semble d'ailleurs que les travailleurs ne respectent pas partout les engagements pris par leurs dirigeants syndicaux.

L'autre secteur le plus touché par les mouvements sociaux est celui des entreprises telles que les mines, la sidérurgie, la construction navale, qui sont l'objet de plans de reconversion comprenant de nouvelles suppressions d'emplois qui s'ajoutent à de précédents licenciements importants. L'agitation et les luttes qui ont eu lieu sur ce problème aux Asturies, au Pays basque, à Cadix entre autres, au fil des mois, voire des années écoulées, est essentiellement menée par les Commissions Ouvrières, même si souvent les militants locaux de l'UGT s'y sont ralliés. Elles se sont accompagnées à plusieurs reprises dans les dernières semaines de journées de grève générales régionales largement suivies et marquées par des manifestations le plus souvent dures et où l'on a vu la police du gouvernement socialiste matraquer et cogner comme au temps du franquisme.

D'autres secteurs encore, la Santé publique, l'enseignement public, secondaire et supérieur, sont aussi touchés par des mouvements répétitifs où l'on trouve à côté des revendications salariales des revendications plus corporatistes.

Quant aux autres secteurs industriels déterminants, ils sont parfois aussi concernés par les négociations salariales. Et là aussi les syndicats revendiquent que le plafond des 5% soit dépassé. Les Commissions Ouvrières y ont organisé parfois des mouvements partiels (débrayages de plusieurs heures ou d'une journée) largement suivis. Mais ce n'est pas là que les Commissions Ouvrières cherchent à mobiliser le plus alors pourtant que des grèves dans ce secteur seraient sans doute une gêne considérable pour Felipe Gonzalez et son gouvernement.

En effet si le gouvernement de Gonzalez campe sur ses positions et s'oppose jusqu'à présent officiellement à ce que le plafond des 5% soit dépassé (alors que certains patrons privés l'ont d'ailleurs dépassé), c'est dans le but de bien démontrer à la bourgeoisie espagnole que lui, Gonzalez, et son parti, le PSOE, sont d'efficaces défenseurs d'une politique d'austérité pour les travailleurs. Il veut démontrer qu'il est capable d'imposer une diminution constante de son niveau de vie et qu'il est en particulier le champion du blocage des salaires.

Pour mener à bien sa politique économique et sociale totalement au service des capitalistes, Gonzalez avait jusqu'à présent comme principal atout la complicité de l'UGT, le syndicat majoritaire à l'échelle nationale. La relative faiblesse, très sensible sur le plan électoral, de différents partis communistes, (mais beaucoup moins sensible au niveau syndical où les Commissions Ouvrières ont toujours été déterminantes dans les grands centres industriels) contribuent aussi à lui donner l'impression d'avoir les mains libres.

Néanmoins, malgré ces facteurs qui pesaient dans le sens du calme social et de la passivité, les dirigeants des Commissions Ouvrières qui, pour renforcer leur implantation et leur crédit dans la classe ouvrière, ont pris l'initiative de mouvements et d'agitation en particulier dans les secteurs touchés par les licenciements ont trouvé un écho – et cela depuis plusieurs mois et même plusieurs années. Et le renforcement des Commissions Ouvrières, visible lors des dernières élections syndicales d'il y a un trimestre, reflétait un mécontentement et une volonté de ne pas se laisser faire d'une partie visiblement nombreuse de la classe ouvrière, si l'on en juge par la façon dont les travailleurs répondent aux appels à la grève qui sont lancés.

LES CALCULS POLITICIENS DES DIRIGEANTS DE L'UGT...

Il est bien sûr significatif que les dirigeants de l'UGT, en particulier le secrétaire général Nicolas Redondo, par ailleurs député socialiste, aient d'une part rallié les mouvements de grève et d'autre part contesté officiellement le plafonnement des augmentations salariales, allant jusqu'à menacer le PSOE de ne pas prendre position pour ses candidats lors des municipales à venir.

Il ne s'agit pas là bien sûr d'un retournement et d'un renversement de la politique des dirigeants de l'UGT qui se rangeraient soudain du côté des travailleurs après leur avoir fait avaler pendant cinq ans mesure d'austérité sur mesure d'austérité. Mais les dirigeants du PSOE veulent être en mesure d'être et de rester les interlocuteurs privilégiés du patronat et du gouvernement ; et il faut bien pour cela qu'ils ne laissent pas les Commissions Ouvrières seules à la tête des grèves dans une situation où par ailleurs le caractère violent et spontané de certaines manifestations les inquiète.

Les délégués des Commissions Ouvrières

Sans doute les prises de positions risquent-elles un temps d'encourager la combativité ouvrière, mais Redondo et derrière lui les dirigeants du PSOE comptent bien que ce soit autant de crédit qui n'ira pas aux communistes et autant de voix qui resteront peut-être dans la famille PSOE lors des prochaines élections, si d'ici là bien sûr un accord est finalement trouvé dont l'UGT apparaîtra l'habile artisan.

Mais les calculs politiciens ne sont pas, bien évidemment, l'apanage des seuls dirigeants du PSOE et de l'UGT. Dans l'autre aile du mouvement ouvrier, celle des PC et des Commissions Ouvrières, on est guidé par des calculs rivaux sans doute, mais bien voisins.

... ET CEUX DES DIRIGEANTS DES COMMISSIONS OUVRIERES

En effet les dirigeants des Commissions Ouvrières, Camacho en tête, ne cherchent de toute évidence pas à ce que la classe ouvrière se donne vraiment les moyens de faire reculer le gouvernement et le patronat. Et même si l'on sait bien que la grève générale n'est pas une panacée, si elle n'apporte d'ailleurs rien de fondamental quand elle n'est pas relayée par toute une politique visant à donner à la classe ouvrière confiance dans sa force et dans sa capacité d'intervenir dans la vie politique en bousculant les jeux politiciens, les reculs de Camacho sur ce point sont bien significatifs de sa volonté d'en rester à de grandes manœuvres qui redorent le blason de son organisation et des PC sans rien changer vraiment pour les travailleurs.

En effet il y a deux mois quand les Commissions Ouvrières avaient pris la tête de mouvements de façon plutôt volontariste, ils avaient agité l'idée de grève générale. Ils en avaient même préparé une à la hâte à l'échelle nationale mais sans succès, et plusieurs régionales dont celles des Asturies qui avaient rencontré un grand écho.

Mais depuis il en fut moins question au sommet même si les militants locaux y pensaient toujours. Toujours est-il que le vendredi 3 avril lors d'un meeting de 10 000 délégués des Commissions Ouvrières de tout le pays, venus là pour répercuter l'avis de la base – c'était le sens officiel de ce rassemblement –, les pancartes arborées et les slogans criés réclamaient tous l'organisation de "la grève générale". Mais à la tribune, Camacho ne craignant pas de provoquer la déception laissa de côté toute référence à "la grève générale" en prenant position pour des "mobilisations générales" avec un moment fort le 10 avril et un autre moment fort le... 1er mai qui devrait être un Premier mai "jamais vu".

Le discours du vieux routier n'empêcha pas que les slogans continuent de fuser. Et Camacho s'est contenté d'expliquer qu'il ne fallait pas couper la classe ouvrière en deux, car l'UGT ne suivrait pas.

Nous ne savons si une telle grève générale serait suivie, mais vu les réactions des délégués des Commissions, il semble que Camacho ait reculé non pas devant le risque d'échec mais devant le risque de succès. Et il est aussi significatif que Camacho n'ait fixé aucune autre politique d'ici le Premier mai que la répétition de mouvements partiels.

Comment renforcer à chaque instant les positions des travailleurs en lutte, comment lier leurs luttes et leur donner les moyens d'être eux-mêmes maîtres d'un mouvement, de l'amplifier, telle n'est pas, on s'en doute, la politique des dirigeants des Commissions. Leur but n'est pas de faire gagner les travailleurs, il n'est pas de faire mal au patronat et peur au gouvernement.

Leur politique est avant tout de faire en sorte qu'ils redeviennent des interlocuteurs indispensables des patrons. Leur but est de concurrencer l'UGT sur ce point. Il est aussi de faire si possible en sorte qu'une partie du crédit qu'ils acquièrent dans les luttes se répercute en faveur des partis communistes aux prochaines élections. Il est aussi de se faire reconnaître comme un compère utile (utile à cause de son poids dans la classe ouvrière) par le Parti Socialiste PSOE. Un PSOE sans la bonne volonté duquel il n'y a aucun espoir de voir un parti communiste accéder au gouvernement en Espagne.

Mais les luttes ouvrières qui ont lieu actuellement en Espagne ne sont pas fabriquées par les politiciens. Elles expriment un mécontentement sur les salaires (et qui porte sur bien plus de 1 ou 2%), sur les licenciements et peut-être plus globalement sur la politique du gouvernement. Et ce que nous pouvons espérer c'est que les travailleurs de ce pays réussissent à sortir du cadre fixé par des politiciens de gauche, socialistes ou communistes. C'est que les travailleurs espagnols aillent de l'avant et fassent reculer leur gouvernement et leur bourgeoisie.

Henriette MAUTHEY

CISJORDANIE

Affrontements entre Palestiniens, armée et colons israéliens

Moshe Levinger, un des leaders du Goush Emounim — parti des nationalistes religieux d'extrême-droite en Israël — a accusé le ministre de la Défense de s'être fait le *"complice du meurtre"* d'une Israélienne, victime samedi 11 avril d'un attentat alors qu'elle circulait en voiture avec sa famille dans les territoires palestiniens occupés, parce que l'armée n'avait pas laissé toute latitude aux colons juifs de Kalleya pour se faire justice eux-mêmes.

En effet, aussitôt connue la nouvelle de l'attentat, des colons de l'implantation israélienne voisine étaient descendus en ville, se livrant à des actes de vandalisme en brûlant des vergers, des voitures, saccageant des maisons appartenant à des Arabes palestiniens. De tels actes ne sont pas rares de la part de colons, armés, souvent encadrés par l'extrême-droite, qui n'hésitent pas à faire la police eux-mêmes dans ce qu'ils considèrent comme des territoires à nettoyer de leurs occupants palestiniens. Du coup, l'armée israélienne avait décrété le couvre-feu, interdisant toute circulation dans une région proclamée *"zone militaire"* et, bien que des colons aient pu patrouiller pendant deux jours dans la ville palestinienne de Ramallah, il n'en fallait pas plus pour qu'un porte-parole de ces colons mette en cause *"le refus de l'armée de prendre les mesures nécessaires pour mater les terroristes"* et son *"laxisme"*.

En fait de "laxisme", on put voir ce qu'il en était le lundi même sur le campus de Bir-Zeit, l'université palestinienne voisine. Des étudiants qui manifestaient en solidarité avec les détenus palestiniens faisant la grève de la faim dans les prisons israéliennes furent dispersés par l'armée. Elle fit usage de ses armes : un étudiant fut tué et sept autres furent blessés.

De tels affrontements ne sont pas exceptionnels. En novembre dernier, c'est presque un jour sur deux que l'armée bloquait la route d'accès à Bir-Zeit et quand, le 4 décembre, des étudiants refusèrent d'être une nouvelle fois renvoyés, l'armée tira dans le tas ; il y eut deux morts et de nombreux blessés. Dans les territoires occupés, à l'occasion de manifestations de jeunes qui s'en suivirent cet hiver, on vit une nouvelle fois des colons prêter main-forte aux militaires. Mais on vit aussi, en Israël même, des étudiants juifs et arabes manifester en commun à Jérusalem, Tel-Aviv, Haïfa et Beersheva contre l'attitude des autorités militaires d'occupation en Cisjordanie.

Mais ce regain de tension en Cisjordanie revêt sans doute un caractère particulier au moment où certains dirigeants israéliens évoquent la nécessité d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient. Ce ne serait certes pas la première fois que des dirigeants israéliens parleraient de paix tout en restant bien décidés à ne pas céder aux Palestiniens le droit à un Etat indépendant. Mais le seul fait d'évoquer, même de façon platonique, une telle possibilité suffit à provoquer la fureur des milieux les plus réactionnaires, les plus nationalistes de la société israélienne — et notamment de ces colons dont les gouvernements de gauche, de droite ou de coalition comme aujourd'hui, ont favorisé l'implantation en Cisjordanie, au milieu d'une population arabe spoliée, opprimée qui ne pouvait voir leur venue que comme un renforcement de l'occupation militaire.

Un piège nationaliste dont les Palestiniens sont certes les premières victimes, mais non les seules car c'est aussi toute la population israélienne que la politique nationaliste, sioniste de ses dirigeants contraint à vivre perpétuellement sur le pied de guerre et finalement dans une caserne, c'est-à-dire dans un nouveau ghetto.

P.L.

COMMUNIQUÉ

Contre la répression en Iran

Plusieurs réfugiés politiques iraniens, dont Azita Monchi Pour et Seyed Djaber Kalibi, sont toujours en prison. Arrêtés le 20 septembre dernier, on les accuse de "relations avec des terroristes européens".

Ces réfugiés sont connus pour leur opposition au régime du Chah, puis à celui de Khomeiny. Et aucun fait ne justifie leur maintien en détention.

Azita Monchi Pour a été récemment transférée à Dijon, et donc éloignée de Paris et de son avocat. De plus ils ne bénéficient d'aucun droit de visite.

Devant un tel arbitraire, le Comité de défense des réfugiés politiques iraniens exige leur libération immédiate.

Le Comité de défense des réfugiés politiques iraniens

ON NOUS COMMUNIQUE

Non à la guerre irano-irakienne

La guerre entre l'Iran et l'Irak dure maintenant depuis plus de six ans. Une guerre meurtrière pour laquelle les deux peuples paient un lourd tribut, plus d'un million de morts, de blessés et d'infirmes, 600 000 du côté iranien et 400 000 du côté irakien et jusqu'aux enfants de douze ans qui sont envoyés au front.

Des villes entières ont été détruites, des régions dévastées. Deux millions, au moins, de réfugiés de guerre iraniens ont été obligés de quitter le sud du pays. Les dégâts matériels de cette guerre sont estimés de 300 à 500 milliards de dollars.

A titre d'exemple, rien que dans ces quelques dernières semaines, 65 villes ou régions ont été 236 fois la cible des bombardements aériens et selon les chiffres officiels il y a eu 3 035 morts et 11 150 blessés.

L'essentiel des ressources des deux pays est englouti d'une façon ou d'une autre dans la guerre.

En 1979, l'Iran a acheté pour 15 milliards de dollars d'armement. En 1985, rien qu'à l'Angleterre, 4 milliards ; Israël lui en a vendu pour 2,5 milliards et la Chine pour 300 millions. Les USA et la France, bien que ne vendant pas officiellement d'armes à l'Iran, continuent en sous-main à alimenter la boucherie.

Du côté irakien les fournisseurs sont les mêmes : la France, les USA, l'Angleterre et l'URSS. Les grandes puissances, derrière les deux pays en conflit, attisent la guerre, renseignent les deux sur l'état de l'adversaire et les armes au gré des aléas de la guerre.

Ils y trouvent leur compte, d'abord en écoulant la production de leurs marchands de canons, ensuite en faisant de telle sorte qu'il n'y ait que des vaincus dans cette guerre : les deux peuples iranien et irakien, que pourtant tout devrait rapprocher, et à qui cette sale guerre a été imposée contre leur gré et contre leurs intérêts.

L'exécution des déserteurs irakiens et les manifestations de protestation contre la guerre qui ont eu lieu ces dernières années en Iran, malgré la dictature sanglante des bourreaux de Téhéran et malgré l'état de guerre, démontrent la volonté des peuples qui ne veulent pas de cette guerre.

Pour prolonger des protestations, nous vous invitons à venir au meeting politique et artistique organisé le 2 mai, salle Martin Luther King, 32, rue Olivier Noyer, Paris 14e, métro Pernéty et à manifester contre cette guerre, le 17 mai, de la Bastille à la République.

Comité de coordination pour la manifestation contre la guerre irano-irakienne

PARAGUAY

Avec ou sans état de siège la dictature demeure

Au Paraguay, sept personnalités de l'opposition ont été arrêtées le dimanche 12 avril et sont toujours détenues par la police. Le jour suivant, les forces de l'ordre intervenaient brutalement pour disperser les participants d'une cérémonie religieuse.

Et cela, à peine une semaine après la levée de l'état de siège dans ce petit pays d'Amérique du Sud, où depuis quarante ans sévit la dictature militaire de Stroessner.

Pendant toutes ces années, l'état de siège a été la règle et toute forme d'opposition muselée. Et ce n'est que depuis quelques années, à partir de 1984, qu'une opposition au régime a pu se constituer. L'année dernière, pour la première fois sous la dictature, des travailleurs ont défilé le 1er mai.

Aujourd'hui, pour les nantis paraguayens comme pour l'impérialisme, le problème de la relève du vieux Stroessner ne peut manquer de se poser. Et il s'agit que cette relève se fasse sans heurts et ne menace en quoi que ce soit leurs intérêts. L'amorce d'une certaine libéralisation, timide, certes, avec la levée de l'état de siège, allait dans ce sens.

Ces récentes arrestations, opérées même dans le milieu de l'opposition bourgeoise, montrent cependant que les limites de cette "libéralisation" sont vite atteintes.

H.G.

AFRIQUE DU SUD

Victimes du profit

En Afrique du Sud, 34 mineurs sont morts jeudi dernier dans une mine de charbon du Transvaal à la suite d'une explosion de gaz de méthane.

Dans la même mine, 11 mineurs étaient déjà morts dans un accident en 1982. Et c'est dans une mine d'or appartenant à la même société, la GENCOR qu'en septembre dernier, 177 mineurs ont été asphyxiés par les fumées toxiques dégagées par l'incendie des câbles à base de matière plastique et des produits de revêtement anticorrosion qui se trouvaient au fond de la mine.

En Afrique du Sud, c'est tous les jours que des mineurs laissent leur vie dans les mines d'or, de charbon ou autres. En dix ans, de 1972 à 1983, plus de 8 000 d'entre eux auraient ainsi péri !

C'est le pays de l'Apartheid, de la répression sauvage contre ceux qui le combattent. Mais c'est aussi un pays où l'exploitation quotidienne fait des morts par milliers dans les rangs des travailleurs, noirs le plus souvent.

Daniel MESCLA

PORTUGAL

La chute du gouvernement Cavaco Silva

Au Portugal le 3 avril, le gouvernement Cavaco Silva est tombé, une motion de censure du PRD (le Parti Rénovateur Démocrate) recueillant 134 voix contre 108.

Cette crise politique n'est pas nouvelle et est directement le produit des élections d'octobre 1985. En effet, le poids parlementaire de la gauche, à la suite de celles-ci, aurait théoriquement permis de constituer un gouvernement majoritaire de gauche. Mais le Parti Socialiste ne voulait ni d'une alliance avec le Parti Communiste, ni d'une alliance avec le PRD qui venait de lui prendre une bonne partie de son électorat. Il ne voulait pas non plus renouveler son ancienne alliance avec le PSD (le Parti Social-Démocrate qui se situe à droite) — car dans cette alliance il aurait désormais été en situation d'infériorité. Ce fut donc Cavaco Silva qui forma un gouvernement minoritaire du PSD. Il n'avait que 86 députés sur 250, mais pouvait compter sur l'appui du CDS (parti de droite conservateur) et sur la complicité tacite de la gauche, qui évitait soigneusement jusque-là tout ce qui aurait pu provoquer une crise. Le PCP (Parti Communiste Portugais) se contentait pour sa part de réclamer sur tous les tons une *"alternative démocratique"*, c'est-à-dire un gouvernement d'union de la gauche dont le PS ne voulait pas; et il expliquait à ses militants que sans cette "alternative" on ne pouvait rien faire.

Cavaco Silva put donc mener en toute tranquillité sa politique en ces temps de crise, la même que le socialiste Soares avait menée avant lui : cadeaux au patronat, austérité pour les travailleurs.

Le capitalisme portugais est arriéré. Le niveau de vie est largement inférieur à celui de la France (2 fois moins de voitures et de téléviseurs, 3 fois moins de téléphones; le PIB par habitant est 5 fois moindre). Il y a encore au Portugal 27% d'analphabètes, la mortalité infantile est le double de celle de la CEE.

Le salaire minimum est d'environ 1300 F et, si le coût de la vie est globalement moindre qu'en France, les prix alimentaires sont à peu près les mêmes. Avec la crise, les entreprises ferment et les salaires baissent... quand ils sont versés. Car les salaires payés en retard sont un véritable fléau : selon des sources syndicales, cela touchait en janvier dernier 17000 travailleurs dans le district de Lisbonne, 19000 dans celui de Porto, 8000 dans celui de Setubal. On cite des entreprises n'ayant pas payé leurs ouvriers depuis quatre ans! Le taux de chômage de 10% ne signifie rien, car à peine 10% des chômeurs recensés touchent une aide symbolique. Le Premier ministre lui-même déclarait récemment qu'il était *"réprouvable et socialement condamnable que, à travers l'allocation chômage, on contribue à ce que les jeunes perdent la volonté de chercher du travail"*. Le sous-emploi, le travail à domicile, les contrats provisoires, le travail des enfants s'étendent de plus en plus.

Quant à l'entrée du pays dans le Marché commun, elle n'avait pas pour but de bénéficier aux travailleurs, mais aux capitalistes.

La centrale syndicale CGTP, animée par les militants communistes, dénonce cette politique antisociale. Elle organise des journées ou des semaines d'action, avec rassemblements de quelques milliers de délégués et travailleurs combatifs.

Mais la seule perspective qu'elle ouvre à la classe ouvrière portugaise c'est de faire pression pour la réalisation de "l'alternative démocratique" sans laquelle on ne peut rien obtenir. Le 7 avril, la CGTP affirmait au cours d'une conférence de presse que *"la défaite du gouvernement a freiné l'offensive contre le régime constitutionnel et les droits des travailleurs"*, mais que la sortie de la crise *"ne pourra être atteinte qu'avec la formation d'un gouvernement démocratique qui, fondé sur la majorité parlementaire existante, puisse approuver et appliquer une nouvelle politique"*.

On en est encore à spéculer dans les milieux politiques sur les raisons qui ont poussé le PRD à proposer une motion de censure et sur celles qui ont poussé le Parti Socialiste à voter pour. Mais les commentateurs soulignent que l'issue de la crise dépend du président de la République, Soares. Celui-ci a le choix entre provoquer des élections législatives anticipées ou former un nouveau gouvernement qui serait vraisemblablement un gouvernement PS avec des "indépendants" au sein de l'actuelle assemblée. Alvaro Cunhal, le dirigeant du Parti Communiste, a déjà affirmé qu'il soutiendrait un tel gouvernement.

Cavaco Silva, le Premier ministre sortant (AFP).

Le PSD réclame des élections anticipées, dans lesquelles les sondages lui prédisent la majorité absolue des sièges. Mais Soares peut-il faire ce cadeau-là à la droite? Néanmoins, d'un autre côté, le PS pourrait trouver dans cette solution un avantage relatif : atteindre 30% des voix et voir s'effondrer ses deux rivaux de gauche, le PRD et le PCP. C'est le dilemme. Et Mario Soares devrait donner sa réponse le 25 avril.

Pour le moment, tout en votant la censure, le PS s'est contenté d'affirmer que le moment n'était pas le mieux choisi pour faire chuter Cavaco Silva car on pouvait espérer le voir se déconsidérer dans divers scandales (affaires de corruption, filière portugaise de l'Irangate, tueurs du GAL entraînés à l'Académie militaire, affaire estonienne qui a fait l'unanimité au Parlement contre le PSD et le gouvernement).

Le PS a d'ailleurs proposé un marchandage à Cavaco Silva, énumérant les conditions auxquelles il s'abstiendrait sur la motion. Mais apparemment, le Premier ministre tenait surtout à être renversé.

L'éditorialiste du *Monde* du 4 avril expliquait la chute de Cavaco Silva par sa trop grande réussite (reprise économique, entrée dans le Marché commun, baisse de l'inflation). Celle-ci aurait provoqué la jalousie du PS l'incitant à chercher à profiter, lui aussi, de cette conjoncture favorable. Et c'est peut-être vrai que la situation semble s'améliorer pour les bourgeois portugais. Mais cette "amélioration" s'est faite au prix d'un appauvrissement de la classe ouvrière. Et qu'ils soient de droite ou de gauche, c'est dans ce sens que continueront d'aller les futurs gouvernements si les travailleurs n'y mettent pas le holà.

Vincent GELAS

Les principaux partis politiques portugais

CDS — Centre Démocratique et Social. Parti de droite conservateur, dont bien des notables sont issus du personnel de la dictature salazariste.

PSD — Parti Social-Démocrate (ex-PPD). Parti de droite qui se veut moderne et libéral.

PS — Parti Socialiste. C'est lui qui, au lendemain de la "Révolution des œillets", mena l'offensive pour le retour au calme politique et social. Son leader, Mario Soares, a été élu président de la République en janvier 1986.

PRD — Parti Rénovateur Démocrate. Créé en 1985 autour du général Eanes, président de la République avant Soares.

PCP — Parti Communiste Portugais. Son leader est Alvaro Cunhal. Il anime la principale confédération syndicale, la CGTP.

MDP — Mouvement Démocratique Populaire. Petit parti de gauche qui, jusqu'ici, se présentait aux élections en alliance avec le PCP dans l'APU (Alliance Peuple Uni). Le MDP est à la recherche d'autres alliances, au grand désespoir du PCP.

Les rapports de forces électoraux

	Législatives d'octobre 1985	Sondages avril 1987
CDS	12 %	4 %
PSD	30 %	45 %
PS	20 %	29 %
PRD	18 %	12 %
PCP	15 %	6 %
MDP		—

Le socialiste Soares prêtant serment devant le président du Parlement lors de son investiture à la présidence de la République en mars 1986 (AFP).

L'affaire estonienne

Une délégation parlementaire portugaise, dirigée par le président de l'Assemblée Fernando Amaral (PSD), devait effectuer un séjour en URSS. A la veille de son départ, on s'aperçut que le programme comprenait une visite en Estonie, dont le Portugal n'avait jamais reconnu l'annexion par l'URSS au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

La délégation était déjà depuis plusieurs jours en Union soviétique et la polémique battait son plein, avivée encore par la présence à Lisbonne de l'ambassadeur américain à l'ONU, Vernon Walters, quand l'étape estonienne fut annulée, sur ordre du Premier ministre. L'affaire avait été tellement cafouilleuse qu'Amaral lui-même, bien que membre du parti gouvernemental, proposa à son retour à l'Assemblée une motion critiquant le gouvernement. Cette motion fut adoptée à l'unanimité par tous les partis (pour des raisons souvent opposées), sauf par le PSD.

Le dollar glisse, mais qui va tomber ?

La nouvelle et brutale glissade du dollar américain par rapport au yen japonais, à la suite notamment de l'annonce d'un déficit commercial de 15 milliards de dollars aux Etats-Unis en février, a une fois de plus donné le frisson aux marchés financiers. La Bourse de New York a enregistré une forte baisse. On ne sait pas si les battements de cœur des spéculateurs ont eux aussi des rythmes records mais tout cela rappelle que l'économie mondiale est tout, sauf en bonne santé.

Ces oscillations monétaires sont étroitement liées à la concurrence commerciale qui oppose le Japon aux Etats-Unis. Ces derniers, qui restent tout de même dans une large mesure les maîtres du jeu, laissent baisser leur monnaie de façon continue dans l'espoir de favoriser leurs exportations, qui se sont effondrées quand le dollar montait de 1982 à 1985. Mais si les exportations japonaises baissaient trop, cela risquerait aussi de poser de sérieux problèmes aux capitalistes américains. Car les sommes gagnées par les capitalistes japonais quand ils vendent leurs produits à l'étranger ne sont pas consacrées à élever le niveau de vie de la population japonaise. Elles ne sont même plus aujourd'hui transformées en machines dans les entreprises japonaises, comme c'était encore le cas il y a cinq ans. Ces sommes sont réexportées vers les Etats-Unis et principalement investies dans des actions et des bons du Trésor, c'est-à-dire des reconnaissances de dettes de l'Etat américain. Or si le dollar baissait trop, ces sommes venues du Japon risqueraient d'aller se réfugier ailleurs, sur une autre monnaie. Voire même, elles pourraient fuir brutalement, menaçant la Bourse américaine d'un effondrement ou au moins d'une forte chute. Les dirigeants américains voudraient bien que le Japon limite ses exportations de marchandises mais pas celles de ses capitaux. C'est la quadrature du cercle : l'économie mondiale est de plus en plus un monde de fous qui pour l'instant ont, en tout et pour tout, réussi à ne pas mettre le feu à l'asile.

P.V.

La "solution" du capital japonais :

Plus d'exploitation pour compenser moins d'exportations

Cela fait des années qu'on nous présente le Japon comme un pays exceptionnel, une superpuissance au-dessus de la mêlée, à la pointe de la technologie, s'imposant sur tous les marchés des quatre coins du monde. Le Japon, nous disait-on, garantissait l'emploi à vie aux travailleurs et si le niveau de consommation de la population connaissait une progression rapide, c'était, paraît-il, parce que les ouvriers japonais avaient renoncé à revendiquer et concentraient leur énergie sur leur travail.

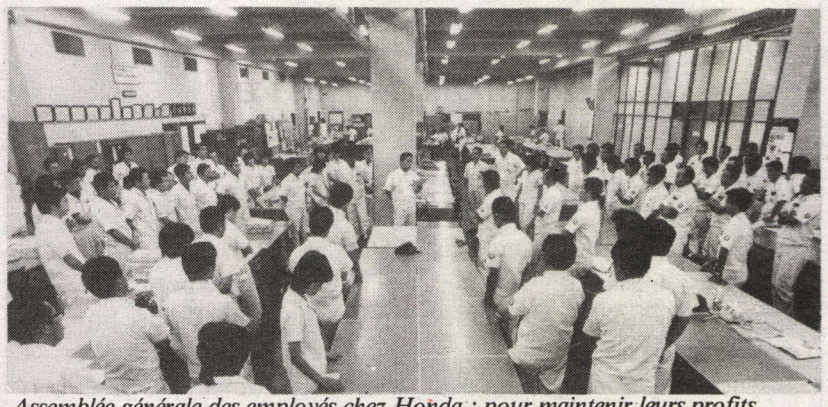
C'était bien sûr de la propagande. Une propagande de la part des patrons japonais, naturellement, intéressés à vanter l'excellence de leurs produits, mais faite et répandue aussi par les patrons et journalistes étrangers, notamment français, qui en tiraient argument pour prêcher les sacrifices aux travailleurs afin de résister à la concurrence étrangère.

En réalité, les travailleurs japonais, moins encore que leurs frères d'Europe, ont profité de la prospérité de leurs propres capitalistes. La télévision couleur dans chaque foyer, dix ans avant l'Europe, c'était peut-être spectaculaire mais cela ne signifie pas forcément un niveau de vie très élevé. Et pour tous les besoins essentiels des masses populaires, le Japon est resté très en arrière des pays riches d'Europe occidentale. Des systèmes de retraite et de santé archaïques, excluant de nombreux travailleurs, notamment les vieux, des logements exigus, une pollution envahissante, un patronat combatif et rapace : l'image des ouvriers japonais ayant un emploi garanti à vie et chantant tous les matins, avant de prendre leur poste, l'hymne à la louange de leur entreprise et de leur patron n'avait pas grand-chose à voir avec la réalité. La prospérité japonaise a profité d'abord aux trusts.

Car il est vrai que les grandes entreprises japonaises ont, ces dernières années, accumulé des bénéfices encore plus gros et rapides que leurs concurrentes des autres grands pays industriels. Le Japon était ainsi devenu le premier exportateur mondial d'acier, de voitures, de matériel photographique, d'appareils de radio et de télé, de magnétoscopes ; les premiers chantiers navals du monde étaient japonais.

Mais la concurrence est féroce. Aujourd'hui, l'industrie américaine fait tout ce qu'il faut pour limiter les importations japonaises aux Etats-Unis. Dernier épisode : des droits de douane de 100 % viennent d'être instaurés sur les semi-conducteurs japonais. Les exportations japonaises se heurtent aussi pour l'acier, la construction navale, les appareils de radio et de télévision, le textile, à la concurrence des usines de Corée et de Taiwan. Ces pays, eux aussi, se sont industrialisés "à la japonaise", avec une aide massive de l'Etat. Et là-bas les salaires sont bien inférieurs à ceux du Japon. Les grèves sont, dans ces pays de dictature, tout bonnement interdites. De plus, ces pays ont lié leur monnaie au dollar américain. Aussi, quand le yen japonais prend de la valeur par rapport à la monnaie américaine, cela défavorise les produits japonais non seulement par rapport aux américains mais aussi à ceux des autres pays industriels d'Extrême-Orient. La chute du dollar et l'envolée du yen constituent donc un gros problème pour le Japon.

Du coup en 1986, la production industrielle japonaise a baissé. D'après le journal *L'Expansion*, les exportations ont diminué de 1,2 % en volume (un journal américain, *Fortune*, parle, lui, d'un recul bien supérieur) pendant que les importations augmentaient de 11,7 %. Les profits industriels particulièrement plantureux auraient diminué d'un tiers, d'après ce que les entreprises ont annoncé. Nissan, le deuxième constructeur automobile du pays, a annoncé un déficit en 1986, ce qui ne s'était jamais vu au Japon dans ce secteur. Hitachi a publié un bénéfice en recul de 54 % et Toshiba de 80 %. Il est vrai que cela leur laisse encore de la marge...



Assemblée générale des employés chez Honda : pour maintenir leurs profits, les patrons japonais veulent faire marcher les travailleurs au pas (Ph. Patrick Frilet).

Les trusts capitalistes japonais ont réagi comme ceux d'Europe ou d'Amérique. Ils ont imposé des baisses de prix de 20 % à 30 % à leurs entreprises sous-traitantes particulièrement nombreuses au Japon. Des vagues de licenciements ont été entreprises : des milliers ont eu lieu dans le textile, dans la construction navale, dans les mines de charbon et 40 000 licenciements viennent d'être annoncés, dans les trois ans, dans la sidérurgie japonaise, pourtant déjà considérée comme la plus moderne, c'est-à-dire la plus automatisée du monde !

Dans ce pays où le chômage atteignait déjà 5 % à 6 % de la population active suivant la définition du chômage dans les pays occidentaux, une nouvelle augmentation des sans-emploi est prévue en 1987 : 1 % à 2 % supplémentaires de la population active va se retrouver sans travail. Les départs à la retraite vont être avancés par des mises en pré-retraites, les reclassements et mutations vont se multiplier.

Côté salaires, on a atteint le minimum enregistré depuis la guerre avec des augmentations limitées à celles prévues pour ancienneté. Les bonus, des primes représentant parfois près de la moitié du salaire de base, ont souvent été bloqués ou réduits. Chez Nissan, ils ont diminué de 2,6 % en un an et de nouvelles baisses sont annoncées.

Les capitalistes japonais, qui ne sont plus certains de continuer à pouvoir exporter toujours plus dans des conditions aussi rentables qu'avant, se tournent, eux aussi, de plus en plus vers la spéculation et les placements financiers. Les exportations de capitaux (principalement vers les Etats-Unis) ont atteint en 1986 le chiffre colossal de 132 milliards de dollars (contre 10 milliards en 1980). 10 % seulement de ces exportations peuvent être considérées comme correspondant à des créations d'entreprises. Le reste s'investit en valeurs boursières et en bons émis par l'Etat américain pour couvrir le trou de son budget.

Les patrons japonais qui demandent des sacrifices accrus à la population travailleuse, ont, comme en France, réduit les investissements industriels qui ont reculé de 4,7 % en 1986. Leur recette pour sauvegarder leurs profits repose, pour eux aussi, sur la surexploitation des travailleurs.

La seule différence avec ce qui se passe ici est qu'au bord du Pacifique, les ouvriers japonais ont peut-être moins que ceux de France ou d'Allemagne pu profiter des années de prospérité pour améliorer leur sort et que les restrictions vont plus rapidement entraîner une baisse de leur niveau de vie.

Daniel NECKER

La course des jeunes loups

Le *"Challenger's Trophy"* qui s'est déjà déroulé l'an passé, va avoir lieu à nouveau en juin prochain. Il s'agit d'une compétition où des équipes de quatre personnes, toutes de la même entreprise, vont s'affronter dans le massif du Vercors. Il y aura des épreuves sportives, de la marche, etc., bref du scoutisme pour cadres et dirigeants d'entreprises, car c'est à eux que cela s'adressse. Ce n'est plus "p'tit loup" mais "jeune loup".

Comme l'écrit *Le Figaro*, qui y participe : *"Le Challenger's Trophy recrée le défi le plus naturel : il met les hommes face à la nature, sans machine, sans artifices, avec, pour seuls juges, les qualités naturelles de l'individu"*.

Pour des cadres d'entreprises, c'est justement cela qui est artificiel. Le vainqueur sera l'équipe qui arrivera en tête. Alors que dans la société capitaliste, celle qui gagne, c'est celle qui coule les autres, les rachète, les fait travailler et arrive en chaise à porteurs...

A.V.

CRAMIF (Paris 19e)

La grève des standardistes continue

Les standardistes de la CRAMIF (Caisse régionale d'assurance maladie d'Ile-de-France) sont en grève depuis le 30 mars. Ils demandent la parité avec leurs homologues de la Caisse nationale d'assurance vieillesse qui ont obtenu une augmentation de 400 F il y a un mois en menaçant de se mettre en grève.

Au 17e jour de la grève le directeur général recevait une fois de plus les grévistes pour dire : *"Votre grève est suicidaire... on ne lâchera rien... j'ai ordre du ministère d'être inflexible"*.

Décidément, quelle unanimité, du cabinet du ministre au directeur général pour expliquer à quelques dizaines de standardistes qui gagnent entre 4 000 et 5 300 F net qu'il est suicidaire de réclamer 400 F de plus !

A la CRAMIF, la majorité du personnel a bien compris que ce conflit dépasse largement la revendication des standardistes et que la consigne d'être inflexible ne vise pas que les standardistes mais aussi tous les employés.

A l'initiative d'employés de la branche Tarification des accidents du travail, une assemblée de 300 personnes a eu lieu où la revendication de 15 points d'augmentation pour tous (600 F environ) a été mise en avant. Un débrayage a été décidé pour se rendre au Conseil d'Administration déposer les revendications, mais le climat général était d'en rester là.

Par contre des centaines d'employés tiennent à manifester leur soutien aux standardistes en grève : lorsque la semaine passée la direction a demandé aux techniciens en télécom de détourner les lignes téléphoniques pour mettre en place un standard parallèle, la réaction a été immédiate : en une heure 300 personnes ont envahi les couloirs de la direction, des secrétariats de direction ont refusé de jouer le rôle de standardiste, des employés à qui on donnait l'ordre de répondre choisissaient de dire "les standardistes sont en grève, rappelez ultérieurement" ou profitaient de l'occasion pour expliquer aux assurés sociaux les revendications.

En même temps, une collecte de solidarité commençait de circuler dans les bureaux.

Aujourd'hui la direction n'a toujours pas cédé et cherche à isoler les grévistes, mais un climat de fronde persiste à la CRAMIF et pas que chez les employés. Une partie de l'encadrement ne marche pas non plus. Pour se justifier la direction s'est sentie obligée de faire une lettre ouverte adressée à tout le personnel pour étaler ses états d'âme et dire qu'elle ne pouvait rien lâcher.

Cet argument passe mal lorsqu'il vient d'un directeur qui a vu son salaire mensuel augmenté de 4 000 F net pour rétablir la parité avec les directeurs généraux des autres caisses de la région parisienne. Cela passe encore plus mal lorsque les employés savent que la majorité du Conseil d'administration (sauf les représentants CGT et CFDT) s'est prononcée contre les standardistes alors qu'elle avait approuvé la rallonge du directeur général qui gagnait déjà plus de 30 000 F par mois !

Dans un tract qu'ils ont diffusé aux employés des autres caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales situées dans le quartier de la CRAMIF les standardistes expliquent que comme les directeurs généraux, ils ne demandent que la parité mais que leur parité à eux se traduit par une augmentation plus modeste... 10 fois moindre. Ils dénoncent leurs bas salaires et l'inflexibilité des directions et des ministres dès qu'il s'agit de satisfaire les revendications des plus petits, alors que les mêmes sont plein de largesses pour le patronat.

A ce jour les standardistes n'ont rien eu mais leur grève fait beaucoup de bruit, bien au-delà des murs de la CRAMIF. Des milliers d'employés discutent entre eux des salaires, et cherchent le moyen d'inverser le rapport de force.

(Correspondant LO)

En grève pour le respect du droit de grève

Mercredi 8 avril deux secrétaires participent au débrayage de solidarité avec les standardistes. Le lundi suivant elles apprennent que leur chef de division les a signalées "en absence injustifiée" ce qui peut avoir des conséquences disciplinaires. Tentative d'explication pour expliquer qu'elles étaient en grève ; rien à faire, la chef de division est inflexible ! Alors tout le secrétariat – elles sont trois – se met en grève pour qu'on les reconnaisse en grève. Tous les syndicats s'en mêlent, des dizaines d'employés disent qu'ils sont prêts à faire un tract pour dire qu'ils étaient dans la même situation et à aller à l'inspection du travail.

Au bout d'une journée et demie la chef de division est désavouée par la direction qui reconnaît qu'elles étaient bien en grève !

GENERAL MOTORS (Strasbourg)

Après les licenciements

Après avoir mis 350 travailleurs en chômage illimité en novembre et cela pendant quatre mois, la direction de General Motors à Strasbourg avait annoncé, le 16 janvier, un plan de licenciements qui est arrivé à terme le 23 mars dernier. Depuis cette date, 280 personnes environ ont été mises à la porte sur les 346 travailleurs licenciés. Les 68 personnes restantes ont pris la préretraite ou l'aide au retour au pays, et leur départ s'échelonne jusqu'en mai 1988.

Sur les 280 concernés, seulement 43 ont choisi la reconversion (option défendue par la CFDT de l'usine qui a accepté de signer ce plan de conversion). Les autres ont pris la prime de départ de 25000 francs. Mais de toute façon c'était choisir entre la peste et le choléra, comme disaient les gars.

Qu'en est-il aujourd'hui de ces contrats de reconversion ? De conversion assurée, il n'y a, pour le moment, que celle des deux militants CFDT qui sont dans "la cellule de reclassement" créée à cet effet, et payés par l'AGCC (l'Association pour la gestion des contrats de conversion). Ils font les ANPE et les entreprises de la région en quête de travail pour les licenciés !

Pour ce qui est des licenciés qui ont choisi la reconversion, la situation est moins rose.

Une ouvrière a été à l'ANPE pour demander quels stages elle pouvait faire. Pour le moment, elle n'a eu aucune proposition et le temps passe (les 300 heures de formation accordées sont à prendre dans les cinq mois qui suivent la signature du contrat), et comme les mois de juillet et août sont habituellement des mois creux, et de vacances, elle craint que ces deux mois comptent (l'ANPE n'a pas pu lui garantir que la période des cinq mois soit prolongée d'autant !).

A un mécanicien sur machines qui voulait faire un stage d'hydraulicien ou d'électro-mécanicien, on lui a dit que tous les stages étaient complets et qu'il fallait attendre au moins un an, car ces stages sont peu nombreux et les places sont rares.

Un contremaître qui avait commandé une voiture neuve à General Motors, a demandé le paiement des indemnités conventionnelles de licenciement (plusieurs dizaines de milliers de francs pour lui) pour pouvoir payer cette voiture. Mais comme il a chosi la reconversion, il ne peut les toucher qu'après cinq mois (c'est-à-dire après la reconversion). Il a protesté et veut se retirer de la reconversion, mais pour le moment l'AGCC refuse sous prétexte qu'il devait savoir cela, puisque normalement il a lu le contrat qu'il a signé !

Pour ceux qui restent à l'effectif, ce n'est pas la joie non plus. Près de 120 d'entre nous ont été mutés, souvent "volontaires d'office" sinon c'est la porte, à l'usine Opel de Russelsheim en Allemagne à 200 km de Strasbourg pour quelques mois.

A l'usine GM elle-même, c'est la pagaille organisée dans des secteurs comme le montage des boîtes de vitesses qui avait été arrêté pendant deux mois. Depuis la reprise, la centaine d'ouvriers qui reste, font plus du quart de la production faite précédemment par cinq cents. Ils sont obligés de courir dans tous les sens à faire plusieurs postes dans la journée pour faire la production demandée.

Dans une autre section, le chef d'atelier qui s'étonnait de ce que l'on ne travaillait pas sur toutes les machines, s'est fait remettre en place par le contremaître lui-même qui lui a rétorqué que ce n'était pas possible quand il n'y a pas le personnel suffisant !

Les mécaniciens, eux, sont poussés à venir travailler en équipe samedi matin ou après-midi pour monter une nouvelle chaîne pour les convertisseurs. Et en plus, ils n'ont même pas le matériel nécessaire pour faire le travail. Economie oblige !

Alors avec toutes ces pressions, il y a une grogne générale, d'autant plus que nous avons tous conscience que nous faisons le travail de nos camarades licenciés. Et comme les salaires ne suivent pas, ça n'arrange pas les choses. Depuis novembre plus une seule augmentation, même individuelle, n'a été accordée. Un certain nombre d'entre nous ont soulevé le problème dans des réunions-qualité. Les chefs ont répondu que *"ça allait venir"*.

Correspondant LO

ALSTHOM (Belfort)

Un licenciement qui ne passe pas!

A l'Alsthom-Belfort, le service de nettoyage ménager est fait par une entreprise extérieure, NET-O-SOL, qui est très liée à certains responsables de l'entreprise.

Mercredi 8 avril, au bâtiment 302, suite au rapport de deux chefs d'équipe, prétextant une mauvaise qualité du ménage, une camarade de cette entreprise recevait une lettre avec convocation pour procédure de licenciement. Quand les ouvriers du bâtiment 302 ont appris cette "vacherie", ils ont commencé à apostropher un des chefs, qui n'en n'a pas dormi de la nuit, paraît-il.

Le lendemain, une pétition a circulé dans le secteur pour demander l'annulation de la sanction, signifiant que le travail de notre camarade était bien fait. Celle-ci a été signée par la quasi-totalité des travailleurs de l'atelier, dont les deux agents de maîtrise qui étaient à l'origine de la sanction.

Suite à la réaction des travailleurs et à la pétition, l'après-midi même, le patron de NET-O-SOL annulait la procédure de licenciement.

Correspondant LO

SNECMA (Corbeil)

Un travailleur immigré victime des discriminations racistes des HLM

Dans les premiers jours d'avril, un travailleur de la SNECMA (fraiseur en équipe 2x8) s'apprêtait à emménager dans un logement d'Evry dont la SNECMA dispose au titre du 1% patronal (logement géré par une Société de HLM, mais dont la SNECMA dispose moyennant finances pour loger son personnel).

Puisque l'entreprise lui avait proposé ce logement, ce travailleur pensait dans la journée signer son contrat et emménager immédiatement. Quelle ne fut pas sa surprise lorsque l'accès de ce logement lui fut interdit par la Société de HLM, à lui, sa femme et ses 3 enfants. Ce travailleur est en effet marocain, et la Société de HLM impose un quota d'immigrés dans ses logements.

Contraint de dormir deux nuits consécutives sur le parking de l'usine, il s'adressa au syndicat CGT de la SNECMA-Corbeil. Aidé par ses camarades de travail, par des syndiqués CGT, et sous la responsabilité des élus du PCF d'Evry, ce travailleur put pénétrer dans son logement vendredi 3 avril. Du coup, la Société de HLM porta plainte et le préfet signa son expulsion, l'accusant d'être un squatter. Il fut convoqué mardi 7 avril au commissariat pour s'expliquer.

Parallèlement, le syndicat CGT de la SNECMA appela le personnel à un débrayage de solidarité et d'information le mardi 7 avril. Nous avons débrayé à 200 personnes environ ce jour-là pour soutenir ce travailleur, tout comme, la veille, les travailleurs de son équipe avaient débrayé.

Au même moment, ce travailleur se présenta avec une délégation (syndiqués CGT de la SNECMA et élus du PCF d'Evry) au commissariat d'Evry où il était convoqué. Le commissaire enregistra les dépositions, sans plus, et ne parla plus d'expulsion, étonné lui-même d'une telle histoire.

Quant à la direction de la SNECMA, elle se trouve plutôt embarrassée et a fait remonter le problème jusqu'à la direction générale. Elle qui se plaît à dire à tout propos que c'est elle qui décide puisque c'est elle qui paye, qu'elle fasse donc annuler l'ordre d'expulsion, sinon les travailleurs de Corbeil pourraient de nouveau montrer leur colère !

Correspondant LO

ERMONT (Lorette-Loire)

Chantage aux licenciements

C'est 45 licenciements qui ont eu lieu chez Ermont, suite à la reprise de l'usine par le groupe Fayat de Bordeaux.

En effet l'inspecteur du travail a autorisé le 6 avril le licenciement de 17 délégués. Au total, sur un effectif de 200 personnes, 95 ont été licenciées depuis janvier 1987.

Dans la lettre de l'inspecteur confirmant le licenciement à quatre délégués, celui-ci écrit que *"les éléments de l'enquête conduisent à un refus"* (il a donc envisagé de refuser le licenciement de ces quatre délégués), mais il écrit plus loin : *"Il y a lieu toutefois d'apprécier les positions prises par les dirigeants du groupe Fayat"*. En effet, lors du rachat de l'entreprise, ils avaient fait inscrire une clause stipulant qu'ils acceptaient de reprendre 90 travailleurs, nominativement choisis par eux, à l'exclusion de toute autre personne qu'on voudrait leur imposer. Ils en avaient fait une "clause résolutoire", c'est-à-dire qu'en cas de non-respect, ils licencieraient également les 90 personnes choisies pour rester.

L'inspecteur du travail s'est donc incliné devant ce chantage. De quoi faire tomber toute illusion sur les lois qui, soi-disant, protègent les travailleurs.

Correspondant LO

SOLVAY (Dole)

La Saône à l'eau de Javel

Mercredi 25 mars, l'usine Solvay de Dole (Jura) déversait "accidentellement" 10 tonnes de Javel dans la rivière voisine, la Saône, polluant la rivière sur plusieurs kilomètres et tuant des tonnes de poissons.

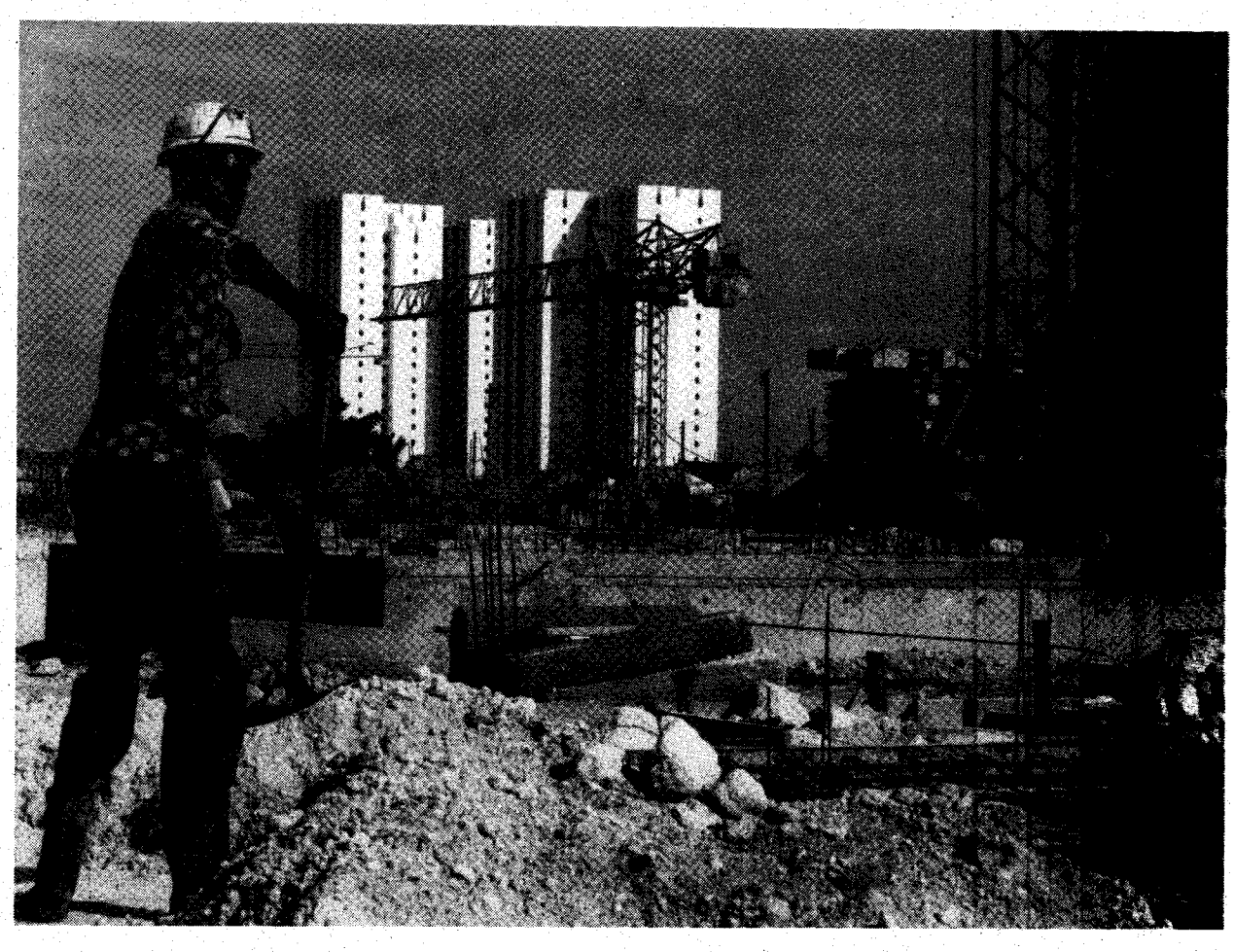
Dans la presse locale, Solvay a plaidé l'accident, mais accident ou pas, on a pu apprendre à cette occasion que l'entreprise déverse régulièrement de la Javel dans la Saône à plus petite dose.

Beaucoup se demandent depuis cet accident ce qui nous attend d'autre et qu'on nous cache soigneusement, tant qu'un accident n'aura pas, trop tard, fait connaître la vérité. Car l'appétit de ces grandes entreprises comme Solvay est si grand qu'elles peuvent prendre tous les risques et les faire prendre à toute la population, dans le plus grand mépris des dangers que cela peut représenter.

Correspondant LO

MARTINIQUE

Fin de la grève du bâtiment



L'éditorial du numéro du 11 avril 1987 de l'hebdomadaire trotskyste *Combat Ouvrier* relate comment s'est terminée la grève de neuf semaines des ouvriers du bâtiment de la Martinique. Il montre en particulier la politique des syndicats et la façon dont ils ont négocié la fin de la grève.

"Après 9 semaines de grève, un accord a été signé entre patronat et syndicats. Accord qui met fin à la grève. Les ouvriers du bâtiment ont tenu à ne pas reprendre le travail avant d'avoir assisté à la séance du tribunal qui donnera le verdict concernant leurs quatre camarades poursuivis pour une prétendue entrave à la liberté du travail ; donc, en fait, c'est au début de la semaine qui vient que la reprise sera effective. Après une dizaine de rencontres patronat-syndicats, c'est une commission mixte de conciliation réunie à la préfecture qui a mis fin au conflit. On sentait déjà lors de la négociation du vendredi 3 avril que les syndicats voulaient trouver à n'importe quel prix un accord "pour sortir du conflit", "pour débloquer la situation" ! *Les travailleurs qui avaient suivi la délégation à la préfecture et qui suivaient les négociations ne voulaient pas signer n'importe quoi. Mais d'un autre côté certains posaient la question :* "Si on ne signe pas, que peut-on faire maintenant? Nous ne sommes pas assez nombreux". *Finalement les syndicats n'avaient pas signé et le lundi, comme il fallait s'y attendre, il y eut plus de monde que les jours précédents à la maison des syndicats. Les syndicats tinrent une assemblée générale où ils parlèrent longuement, très longuement et qu'ils achevèrent en chantant l'*Internationale. *L'après-midi, tout le monde se rendit au palais de justice pour assister au procès des travailleurs poursuivis pour atteinte à la liberté du travail et autres délits ou crimes dont les accusaient les patrons. La nouvelle négociation, dans le cadre de la commission paritaire mixte déboucha donc sur un accord assez compliqué et loin de ce que réclamaient les travailleurs du bâtiment. Les indemnités seront liées à l'âge de chaque travailleur et au temps passé dans l'entreprise. Finalement les patrons ont réussi à sortir de la grève sans satisfaire la revendication de départ, fixée par les syndicats, qui était un demi-mois par année d'ancienneté, en cas de licenciement, versé par les patrons. Le syndicat CSTM expliquait qu'il s'agissait d'une véritable barrière pour empêcher les patrons de licencier trop facilement. Mais, au fil des semaines, les syndicats qui dirigeaient la grève ont réduit cette revendication au point d'accepter toute une complication qui divise les travailleurs en catégories différentes. Ce qui fait qu'aujourd'hui, au sortir de la grève, il y a des dispositions pour les moins de 45 ans et d'autres pour les travailleurs qui ont un an à trois ans d'ancienneté, d'autres encore pour ceux qui ont plus de 45 ans, etc." (...)*

Cette indemnité n'aurait bien sûr pas constitué une barrière comme le prétendaient initialement les syndicats, mais *"c'est eux-mêmes qui ont ensuite reculé sur leur propre programme. Et non pas parce que les travailleurs n'étaient plus prêts à se battre; mais parce qu'eux, syndicats, ne savaient ni ne voulaient trouver d'autre façon de continuer la lutte" (...).*

Si la plupart des chantiers où travaillent près de 4.000 ouvriers ne fonctionnaient pas, cette grève semble pourtant n'avoir mobilisé que de 70 à 80 grévistes de façon permanente tandis que 200 à 300 venaient régulièrement aux assemblées ou aux manifestations. Mais la jonction ne s'est pas faite avec les plus passifs.

"Tout le problème de la grève était là : les syndicats avaient fait deux catégories de grévistes : ceux qui étaient le bras actif, qui étaient présents à la maison des syndicats, qui avaient plus ou moins confiance en eux, qui allaient débaucher les chantiers et qui suivaient les négociations... mais qui laissaient la conduite de la grève aux syndicats. Ce seul fait leur coupait toute possibilité de renforcer la grève par exemple en faisant venir ou revenir des travailleurs (en majorité) restés chez eux. Ce qui était possible puisque chaque début ou fin de semaine des grévistes venaient s'informer à la maison des syndicats. Mais que leur dire? Que faire avec eux? Comment les associer au mouvement? Toutes ces questions les syndicats ne voulaient pas les voir posées et ceux des travailleurs qui en avaient conscience et qui ont essayé d'aller dans cette voie sont restés minoritaires, même si parfois ils ont réussi à pousser en avant les syndicats, et à éviter dans une certaine mesure des reculades ou dégonflades".

En avant pour la hausse des tarifs !

Les tarifs des transports en commun devront augmenter le mois prochain de 5% en moyenne et de 7% pour la carte orange, dès que le ministère de l'Economie aura donné son accord. En ce domaine les hausses auxquelles procède la RATP vont bien au-delà de la hausse générale des prix, et c'est toujours plus cher que doivent payer les travailleurs pour aller travailler.

Mais au-delà de ces augmentations des tarifs auxquelles procède régulièrement la RATP, celle-ci envisage une réforme tarifaire qui, mise en place, se traduira par une augmentation substantielle des transports en commun.

Il y a quelques semaines, la RATP annonçait qu'elle envisageait désormais de se considérer comme une entreprise commerciale, dans le sens que bientôt il n'y aurait plus "d'usagers" mais des "clients", traités comme tels avec tous les égards que cela suppose. La RATP parlait donc de renforcer le service accueil, d'améliorer l'aspect des stations et de rendre plus agréable le séjour des "clients" dans l'enceinte du métro par exemple (ce qu'on ne peut qu'approuver). Mais derrière cette image engageante, il n'en reste pas moins qu'il y a le prix qu'elle veut faire payer pour le service qu'elle vend. En particulier, la RATP entend revenir sur la carte orange, tarif forfaitaire pour un nombre illimité de voyages dans le mois ou la semaine, en la remplaçant par une carte à mémoire, "le ticket puce" (déjà mis en place à Blois). Chaque voyage serait comptabilisé, ce qui se traduira par un coût bien plus cher des transports pour ceux qui les utilisent fréquemment, comme ne l'a pas d'ailleurs caché la RATP. Bien sûr la RATP n'a pas encore donné de détails quant au prix du "ticket puce" mais elle a été claire quant à l'objectif : augmenter ses ressources côté "clients".

La SNCF envisage le même type de réforme pour l'abonnement annuel dit de "libre circulation". Ces abonnements concernent en particulier quelque 350.000 usagers habitant ou travaillant dans les départements limitrophes de Paris, et qui empruntent le train pour se rendre à leur travail. Aujourd'hui, la SNCF considère que, vu le nombre de voyages, le prix par voyage est trop faible et entend passer à une carte dite "abonnement individuel commercial", comptée sur le nombre de voyages.

Là aussi, l'objectif de la SNCF est clair : équilibrer ses comptes... sur le dos d'une partie de ses "clients" composée, comme par hasard, de la population laborieuse.

Des comités d'usagers contre l'augmentation des tarifs de la SNCF

Depuis des années, il y a diminution des subventions gouvernementales à la SNCF. Et chaque année, les gouvernements de droite ou de gauche demandent à la SNCF d'équilibrer ses comptes. De plus, la SNCF dit vouloir toucher une nouvelle clientèle pour les trajets longue distance et met en place des tarifs préférentiels sur ces parcours afin de les rendre plus concurrentiels par rapport aux autres moyens de transport (voitures particulières, avions). La SNCF veut donc des rentrées d'argent supplémentaires, tout en diminuant certains prix et avec des subventions qui sont, elles aussi, en diminution. Pour ce faire, elle a décidé d'augmenter les tarifs... de ceux qui voyagent tous les jours pour aller au travail !

Dans un premier temps, elle s'en prend aux cartes d'abonnement appelées titre I et III. Ces cartes existent sur les parcours hors Ile-de-France (exemples : Paris-Château-Thierry, Paris-Reims, Paris-Orléans, Paris-Chartres, etc.) ainsi que sur d'autres trajets régionaux desservant des métropoles régionales (Marseille-Bordeaux, etc.). Ces abonnements vont augmenter d'environ 11% en mai 1987, mais l'objectif de la SNCF est de doubler en deux ans le prix de ces parcours. En juillet 1987 (période de vacances), la SNCF va supprimer ces types d'abonnements qui doivent être remplacés par une nouvelle carte (environ 30% plus chère) ou par la carte 1/2 tarif déjà existante (+ 100% environ).

Ceci concerne 350 000 usagers. Un comité d'usagers s'est constitué au Havre, suivi depuis par beaucoup d'autres qui ont eu confirmation du plan SNCF "débattu" et accepté par la SNCF et qui est maintenant sur le bureau du ministre des Finances qui devra dire oui ou non, mais plutôt oui (ça n'entre pas dans l'indice INSEE) le vendredi 24 avril.

Sur Château-Thierry, un comité s'est constitué avec dépôt de statuts puis distribution de tracts pour informer les usagers du mauvais coup que leur prépare la SNCF. Le comité a convoqué le samedi 4 avril une assemblée générale. Une centaine de présents sur 1400 usagers quotidiens.

Un bon nombre d'usagers se sentent décidés à ne pas se laisser faire. Affaire à suivre donc !

ROANNE

Le centre hospitalier fait travailler des agents gratuitement

Au centre hospitalier de Roanne, la direction a trouvé un nouveau moyen pour faire des économies. Lorsque des agents qui s'étaient mis en disponibilité pendant plusieurs années demandent à être réintégrés, l'infirmière générale exige qu'ils fassent d'abord ce qu'elle appelle un "stage de réadaptation" qui revient en réalité à faire travailler gratuitement les personnes concernées pendant une période plus ou moins longue.

Le cas est arrivé par exemple à une infirmière qui avait arrêté pendant sept ans et à qui on a demandé de venir travailler bénévolement pendant... trois mois.

Dernièrement, une aide soignante qui avait arrêté pendant sept ans également s'est vu demander de faire ce stage pendant trois semaines.

Beaucoup de gens à l'hôpital ont été scandalisés de telles pratiques, justifiées au dire du directeur par le *"fait que l'hôpital n'a pas d'argent pour payer ces personnes"* ! On veut bien de leur travail, mais les payer c'est autre chose !

Quant à la DDASS qui a été avertie, elle s'est débarrassée du problème en demandant à l'un des agents concernés *"de voir le problème avec l'attachée de direction responsable du personnel"*. On voit d'ici quelle sera la réponse de cette dame !

La CGT de l'hôpital, quant à elle, a demandé une entrevue au directeur et s'est contentée de dire à la sortie qu'on ne pouvait rien faire.

Pour finir, l'un des agents concernés a demandé une audience à Jean Auroux, maire de Roanne et président du conseil d'administration de l'hôpital. Ce monsieur doit être très occupé puisque la personne n'a pu voir que son secrétaire parlementaire. Celui-ci, après avoir pris contact avec la direction de l'hôpital, a eu le culot de dire qu'au cours de ces stages, on ne demandait pas aux agents de travailler... ils devraient se contenter de regarder travailler les autres !

Résultat : il ne nous reste plus qu'à nous défendre nous-mêmes, pour faire en sorte que ces pratiques honteuses cessent à l'hôpital et à obtenir que ceux des agents qui n'avaient pas osé refuser soient remboursés de leur travail effectivement accompli.

Correspondant LO

VIA ASSURANCES (Paris 9e)

Elections : les syndicats désavoués

A Via Assurances, il existe depuis 1982 une tradition aux élections des délégués du personnel : l'abstention au 1er tour, et donc, comme le permet la loi, l'organisation d'un deuxième tour.

Au début des années 80, la CFDT qui se "recentrait" et la CGT qui soutenait sans réserves le gouvernement Mauroy avec ses ministres communistes ne tenaient plus à avoir dans leurs rangs des travailleurs connus pour leurs idées révolutionnaires.

Il y a donc eu toute une série de "mises à l'écart" et d'exclusions et c'est pour permettre à ces travailleurs de se présenter aux élections et de poursuivre leur mandat que de nombreux employés se sont abstenus régulièrement depuis 1982, refusant de ce fait la censure des directions syndicales. En 1985, une liste a été présentée et élue sous l'étiquette "Employés Mécontents".

Cette année, 68% des employés se sont abstenus au 1er tour, nettement plus qu'il y a un an. Il faut dire que l'activité des sections syndicales CGT et CFDT a été très réduite et qu'elles consacrent l'essentiel de leur temps à la gestion du Comité d'entreprise.

Au 2e tour, la liste "Employés Mécontents" a recueilli 220 voix soit 46% des suffrages exprimés (près d'une centaine de voix de plus qu'aux dernières élections), la CGT a obtenu 114 voix (24%) et la CFDT 145 voix (30%).

Ces résultats démontrent cette année encore que nombre d'employés de Via Assurances tiennent à choisir librement leurs délégués.

Correspondant LO

6, 7 et 8 juin 1987

dans sept semaines

la fête de Lutte Ouvrière

C'est dans sept semaines, pendant les trois jours du week-end de la Pentecôte, qu'aura lieu la fête annuelle de Lutte Ouvrière.

Elle se déroulera à Presles, dans le Val-d'Oise à une trentaine de kilomètres de Paris, dans un parc boisé où vous pourrez vivre avec les militants, sympathisants et amis de notre mouvement des moments de détente, de joie, de fraternité.

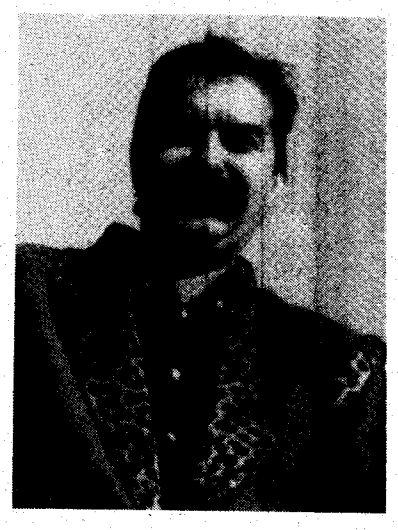
Notre fête est un rassemblement politique important : elle est la démonstration qu'il existe aujourd'hui dans ce pays des dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes, pour qui les idées réellement communistes, les idées révolutionnaires sont bel et bien vivantes. C'est aussi bien sûr trois jours de spectacles, d'animations, de jeux, de rencontres autour d'un pot ou d'une spécialité régionale.

Alors réservez dès maintenant votre week-end et venez nombreux avec vos familles, vos amis, vos collègues de travail. La fête est aménagée pour l'agrément de tous sans oublier les plus jeunes pour lesquels une crèche et une aire aux jeunes sont aménagées.

Ils seront parmi nous

Il est bien sûr trop tôt pour que nous puissions présenter le programme artistique de notre fête, mais nous pouvons d'ores et déjà annoncer que :

Samedi soir,
MORY KANTE,
originaire du Mali et son groupe de musiciens donneront un concert de musique africaine.



Dimanche après-midi,
PIERRE VASSILIU
interprétera ses chansons pleines d'humour et d'entrain.

Lundi après-midi, ce sera
KARIM KACEL
qui fera pour nous son tour de chant.

Nous annoncerons les spectacles et les animations au fil des confirmations.

Appel aux artistes

Chaque année la fête de Lutte Ouvrière réunit des centaines d'artistes.

Nous disposons de trois scènes aménagées où peuvent se produire orchestres, troupes de théâtre, chanteurs et musiciens, humoristes, où les spectacles se succèdent pendant les trois jours. Mais la fête c'est aussi dans les allées et à divers points souvent improvisés et non sonorisés une animation avec des fanfares, des musiciens, des acrobates, des conteurs d'histoire, des mimes, etc.

Cette richesse et cette variété ne sont bien sûr possibles que grâce à la solidarité et la bonne volonté de tous les artistes qui viennent bénévolement (ou le plus bénévolement possible).

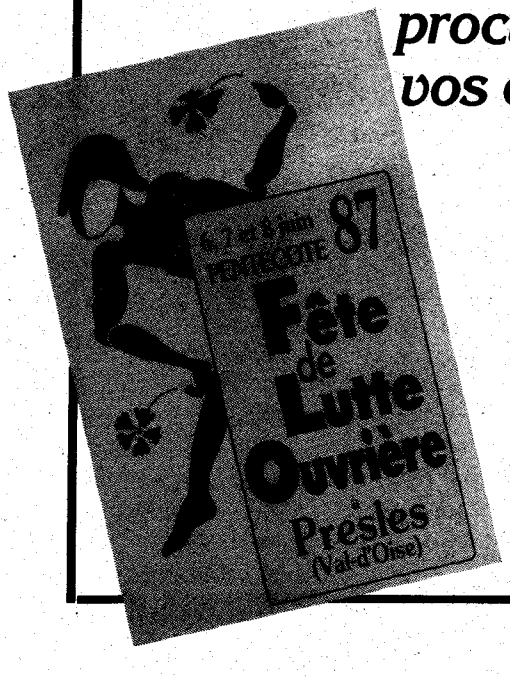
Nous en appelons donc une fois de plus au talent, à la générosité de tous ceux qui voudront bien nous aider en venant rencontrer à notre fête un public toujours curieux et enthousiaste.

Ecrire à : *Lutte Ouvrière, Henriette Mauthey, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.*

L'accueil des petits loups...

La fête, c'est aussi des animations, des improvisations, au détour des allées.

Dès maintenant, procurez-vous vos cartes d'entrée



Les cartes d'entrée à la fête que nous mettons en vente dès maintenant donnent accès à la fête pour les trois jours et permettent d'assister à tous les spectacles, aux séances de cinéma, au bal.

Le prix en est de 35 F pour les cartes achetées à l'avance. Vous pouvez vous les procurer auprès de nos militants, des vendeurs de notre journal et en écrivant à notre journal. (Les cartes seront vendues sur place au prix de 45 F).

Aux camarades et amis des autres groupes politiques

Chaque année des dizaines de groupes politiques français ou venant d'autres pays sont présents à la fête de Lutte Ouvrière. C'est l'occasion pour chacun d'entre eux de présenter ses activités, de défendre ses idées, ses conceptions, dans la tradition de la démocratie ouvrière. Une tradition le plus souvent oubliée et bafouée aujourd'hui, et que nous voulons faire revivre. C'est là un des aspects, et non des moindres, de notre fête.

Des forums ouverts à tous...

Les groupes politiques qui veulent disposer d'un stand peuvent nous écrire. Mais il faut le faire rapidement. Car malheureusement la place dont nous disposons nous est comptée, et les demandes qui nous parviennent de plus en plus nombreuses. A tel point que nous sommes forcés, plusieurs semaines avant la fête, d'afficher complet.

Alors, camarades, à vos plumes, mais très très vite !

Ecrire à : *J.-P. Vial, Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.*

"Une ardente patience"

de Antonio Skármeta

Pour le jeune Mario Jimenez, les rêves que lui inspirent ses sorties au cinéma — un luxe — ont bien plus d'attrait que sa vie de pêcheur dans ce petit village chilien au bord du Pacifique.

Quand une place de facteur se présente à lui, il n'hésite pas à sauter sur l'occasion, et sur sa bicyclette, pour porter des kilos de courrier qui n'ont pourtant qu'un destinataire dans ce village où la plupart des habitants sont analphabètes.

Mais quel client ! C'est "le barde national", le plus connu et le plus populaire des poètes chiliens, Pablo Neruda lui-même, et qui a fait de l'Ile Noire sa retraite.

Une ardente patience nous raconte l'amitié qui se noue alors entre le poète et son facteur. Il y a d'abord le respect, l'admiration que le facteur voue à Neruda, mais très vite aussi son désir de comprendre ce monde qui lui semble mystérieux, mais combien merveilleux, la poésie. De façon tendre et pleine d'humour, Skármeta nous raconte comment peu à peu le jeune facteur n'hésite pas à forcer quelque peu la retraite à laquelle semble tenir "le barde national" et se faire expliquer, à l'arrachée, les secrets de la poésie, ce qu'est la métaphore, genre dans lequel excelle Neruda. Fasciné par la magie des mots, le Mario amoureux ne manque pas d'en vérifier les effets — quitte à plagier Neruda — sur la belle Béatrice devant laquelle les mots lui manquaient jusque-là. C'est ainsi que, responsable des mots qui ont tant d'effets, Neruda devient le complice involontaire puis volontaire de l'amour du jeune couple.

Skármeta a bien utilisé son imagination, et son sens de la poésie, dans *Une ardente patience*. Mais son histoire n'est pas qu'une fiction. Ces personnages sont réels et leur histoire, dans ses grandes lignes, aussi. L'auteur a eu l'occasion d'aller à cette époque, à l'Ile Noire pour essayer d'interviewer Neruda. Sur ce point cela s'est soldé pour lui par un échec, mais cela a été l'occasion de connaître quelques-uns des habitants, Mario en particulier dont il veut rappeler l'histoire, sa brève histoire. Et derrière le roman, il y a l'évocation des années de gouvernement de gauche avec Allende (1970-1973), qui finissent avec le coup d'Etat militaire de Pinochet. Neruda meurt alors, et Mario, lui, est une des milliers de victimes de la répression des militaires.

Skármeta ne cache pas ses sympathies politiques pour le gouvernement Allende, (pour lequel d'ailleurs le poète Neruda, dans le roman comme dans la réalité, était devenu une sorte d'ambassadeur culturel connu dans le monde entier). Dans *Une ardente patience,* il fait sentir l'espoir des milliers de gens simples comme ceux de l'Ile Noire pour ce gouvernement , et il est du côté de ceux qui tombent sous les coups du régime de Pinochet. Mais il n'y a rien dans le roman qui évoque ce qu'a été précisément cette politique d'Allende, qui a désarmé finalement des centaines de milliers de travailleurs, ardents et plein d'espoir comme Mario, face au coup d'Etat militaire.

Ceci étant dit, on lira avec plaisir ce court roman de Skármeta plein de tendresse et d'émotion pour les habitants de ce petit coin du Chili.

Hélène Grillet

Une ardente patience *Antonio Skármeta, Editions du Seuil, 69 F.*

A propos de la mort d'Erskine Caldwell

L'écrivain américain, Erskine Caldwell, né en 1903, vient de mourir. Il était l'un des derniers grands écrivains vivants de la génération qui s'était fait connaître dans les années 30 : John Steinbeck, John Dos Passos, William Faulkner, Ernest Hemingway.

Il avait fait des études universitaires, mais avait puisé une bonne part de son inspiration dans sa jeunesse de fils de pasteur du sud des Etats-Unis et les nombreux métiers, qu'il avait pu exercer, au cours d'une vie riche en pérégrinations : scieur de long, cuisinier, footballeur professionnel, contrebandier d'armes, marchand de biens, ouvrier agricole.

Dans ses principaux romans, il dénonça la misère et l'injustice sans pour autant devenir ce qu'on appelle un "écrivain engagé" politiquement.

Avec ses deux principaux succès littéraires : *La route au tabac,* en 1932, et *Le petit arpent du bon dieu,* en 1933, il fit connaître à ses lecteurs le Blanc pauvre du sud des Etats-Unis. Pour beaucoup, ce fut un choc. Derrière l'image d'Epinal du paradis américain, derrière les gratte-ciel et la richesse supposée, il existait donc des régions où des hommes vivaient misérablement, s'affrontant pour quelques navets, tant leur faim pouvait être grande, ou convoitant sans relâche leur fille, leur sœur, ou leur belle-sœur, qui le leur rendaient bien, tant les frustrations et le dénuement physique et moral étaient grands.

La route au tabac montre ainsi la vie d'une famille si pauvre qu'elle mange de l'herbe généralement. Et même si cette terre ne nourrit guère cette famille de fermiers, Jeeter, le chef de famille, comme tous les paysans du monde, lui voue un amour indéfectible. Autour de lui, il a Adda, sa femme malade, Pearl une de ses filles qui, à douze ans, a épousé un cheminot, méprisé parce qu'il représente la société industrielle. Il y a aussi Dud, le garçon qui se fait épouser à 16 ans... par une missionnaire quadragénaire.

Le petit arpent du bon dieu décrit une famille de paysans aux mœurs scabreuses. Mais le patriarche est convaincu que sur son terrain, "le petit arpent du bon dieu", il y a de l'or. Il creuse et fait creuser, tous ceux qu'il peut embaucher : ses employés noirs (car aussi misérables soient-ils ces fermiers sudistes ont toujours sous leur coupe une ou deux familles de Noirs qui partagent la même vie misérable, tout en étant placés par la hiérarchie sociale un cran en-dessous, le dernier) ainsi que les gendres, voire les prétendants de ses filles, même s'ils ne sont que de passage. Tout le pays se moque de Ty Ty Warden, qui creuse ainsi, sans succès, depuis quinze ans et néglige de planter du coton.

Mais c'est la poursuite passionnée de ce rêve, aussi idiot soit-il, qui le rend attachant.

Et cette passion est aussi la source de l'estime que le vieil homme porte à l'un de ses gendres, Will, qui travaille à la filature et se heurte à l'apathie syndicale au moment d'une grève dure. Will voudrait que les travailleurs fassent tourner la filature sans le patron. Il remettra en route l'alimentation électrique de l'usine mais, pour cela, il sera abattu par la milice propatronale.

La valeur de ces romans de Caldwell est peut-être de savoir nous dire que aussi frustres, bornés et abrutis soient-ils — et Caldwell ne nous épargne pas grand-chose à ce sujet —, ces petits Blancs misérables n'en sont pas moins des êtres humains démunis dont l'auteur, et finalement le lecteur, se sentent le plus souvent solidaires. Une constante dans les livres de Caldwell même si aucun n'a égalé la renommée de ces deux-là.

Jacques FONTENOY

La route au tabac *et* Le petit arpent du bon dieu, *éditions Gallimard, collection Folio, 238 et 276 pages, 21 francs chacun.*

Sélection télé

Samedi 18 avril

14 h 45. FR3. Beaucoup de bruit pour rien. Comédie de Shakespeare, en VO sous-titrée.

17 h. FR3. Les géants de la musique. A propos d'un hommage à Henri-Georges Clouzot. Au programme : **Beethoven** (symphonie n° 5) et **Mozart** (concerto n° 5) avec Yehudi Menuhin et l'orchestre philarmonique de Berlin sous la direction d'Herbert von Karajan.

20 h 30. La 5. Shaka Zulu : deuxième épisode (sur 5). Une expédition anglaise est entrée en contact en 1823 avec le roi zoulou Shaka.

20 h 35. TF1. Tailleur pour dames. Pièce comique de Georges Feydeau. C'est un classique du théâtre de boulevard.

21 h 50. A2. Les rois maudits. Deuxième épisode (sur 6), d'après l'œuvre de Maurice Druon. Philippe le Bel et ses descendants ont été maudits par les Templiers du haut de leur bûcher.

22 h 35. TF1. Droit de réponse. Revue de presse.

Dimanche 19 avril

20 h 30. TF1. La grande évasion. Film américain (1962) avec Steve Mac Queen. En 1943, la spectaculaire évasion de prisonniers alliés détenus dans un camp en Allemagne.

21 h 20. FR3. L'homme et la musique. Série de huit émissions de Yehudi Menuhin. Ce soir : Gesualdo, Monteverdi et la cour de Mantoue. Les premiers opéras.

22 h 15. La 5. Jésus-Christ super-star. Opéra rock, comédie musicale américaine de Norman Jewison (1973).

22 h 40. FR3. Cinéma de minuit : The moon and six pence. Film américain d'Albert Lewin (1942). D'après le roman de W. Somerset Maugham, librement inspiré de la vie de Gauguin. Un agent de change abandonne sa femme et ses enfants et se rend à Paris pour se consacrer à sa passion : la peinture.

23 h 20. A2. Festival de jazz d'Antibes avec Paolo Conte accompagné au saxophone par Antonio Marangolo.

Lundi 20 avril

14 h. FR3. La sentinelle endormie. Film français avec Noël-Noël, Michel Galabru, Francis Blanche. Fantaisie historique. En 1818, un médecin de campagne républicain accepte de participer à un complot royaliste contre la vie de Napoléon.

20 h 30. A2. La Mafia II. Troisième épisode de ce feuilleton italien.

20 h 30. La 5. Le Bounty. Film américain de Roger Donaldson (1984). Quatrième version cinématographique de la mutinerie des marins du **Bounty** au XVIIIe siècle. Belles images et belle musique.

21 h 30. A2. Caméra 2. Magazine d'information. Ce soir : **Les leçons de Tchernobyl.** Ça tombe bien, avec les incidents actuels des centrales de Creys-Malville et Pierrelatte !

22 h 20. TF1. Gala de patinage artistique.

22 h 45. A2. Le corps vivant. Ce soir, on nous explique **la vue** et **l'ouïe.**

Mardi 21 avril

20 h 30. A2. Magnum force. Film américain de Ted Post (1973). Clint Eastwood en policier-justicier.

20 h 30. La 5. Cycle **Agatha Christie. La plume empoisonnée.**

20 h 30. M6. Fais gaffe à la gaffe. Libre adaptation des bandes dessinées de Franquin et de son personnage "Gaston Lagaffe".

Mercredi 22 avril

21 h 50. TF1. De bonne source. Emission de Michèle Cotta, qui interroge ce soir Roland Leroy, directeur du journal **L'Humanité.** Des journalistes de **L'Huma** présentent des reportages qu'ils ont effectués en France et à l'étranger. Entre autres sujets : le **Nicaragua, la "révolution" Gorbatchev, la politique nucléaire françanise, la vie au travail** et **au chômage,** etc. Ça peut être intéressant tant par les sujets traités que sur la façon dont les journalistes du PC montrent les choses.

21 h 55. FR3. Thalassa. Magazine de la mer qui nous entraîne sur les fleuves qui bordent la Guyane française. Des Indiens Wayanas y vivent encore de chasse, de pêche et de cueillette. Ils seront sans doute perturbés par le raid de 1200 km prévu sur ces fleuves pour fin août 1987...

Jeudi 23 avril

20 h 30. TF1. Questions à domicile. Michèle Barzach, ministre déléguée à la Santé, définit sa propre conception du "libéralisme" (encore une) en matière de santé...

20 h 30. M6. Soldat bleu. Film américain de Ralph Nelson (1970). Un jeune soldat sensible et généreux découvre la cruauté de la guerre des Américains contre les Indiens. Scènes très violentes.

20 h 35. FR3. César. Film de Marcel Pagnol (1936) avec Raimu. Troisième et dernier volet de la trilogie.

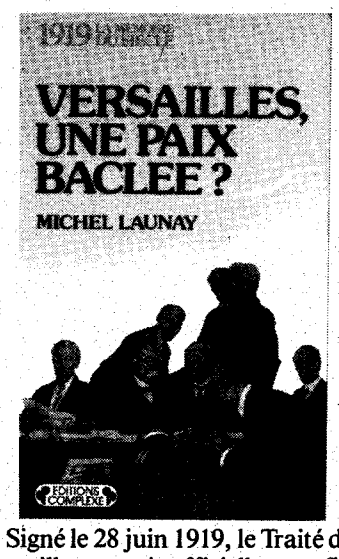
Vendredi 24 avril

20 h 35. FR3. Les liens du sang. Avant-dernier épisode de ce feuilleton qui se déroule pendant la Deuxième Guerre mondiale, en Allemagne.

22 h 30. M6. Les visiteurs du soir. Film de Marcel Carné (1942). Avec Jules Berry et Arletty. Au Moyen Age, le diable envoie sur Terre deux de ses créatures... Un film poétique devenu un "classique" dont certains trouvent qu'il a mal vieilli. Dialogues de Jacques Prévert.

22 h 45. A2. Ciné-club. Le mariage de chiffon. Film de Claude Autant-Lara (1941) avec Odette Joyeux. Tableau de mœurs caustique sur la société aristocratique du début du siècle.

Livres



Signé le 28 juin 1919, le Traité de Versailles mettait officiellement fin à la Première Guerre mondiale. Les vainqueurs se disputaient les dépouilles de l'Allemagne vaincue, cependant qu'en Europe centrale, avec le dépeçage des deux empires vaincus, Autriche et Allemagne, se constituait un certain nombre d'Etats (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie), des nations anciennement opprimées accédaient à l'indépendance... mais en devenant à leur tour les oppresseurs d'un certain nombre de minorités nationales...

L'intérêt de ce petit livre réside dans le fait que l'auteur replace ce traité de paix dans l'ensemble de la période 1919-1924. Sa thèse est en effet que ce traité, imparfait et contesté dès sa signature par tous les signataires eux-mêmes, fut marqué par la hâte qu'eurent les grandes puissances de mettre officiellement fin à un conflit qui se transformait en guerre de classes et en révolutions.

De 1917 à 1919, la vague révolutionnaire gagna de nombreux pays d'Europe, tandis que des grèves éclatèrent un peu partout et qu'en Asie s'éveillaient les revendications des peuples colonisés.

L'auteur n'éprouve pas de sympathie particulière pour les bolchéviks russes ni pour les Soviets. Il raconte brièvement tous les événements qui marquèrent la fin de la Première Guerre mondiale. Mais tel quel, c'est intéressant. De plus, il ressort bien à la lecture de ce petit ouvrage que le dépeçage de l'Allemagne vaincue, soumise à des "réparations" exorbitantes, ne pouvait que renforcer le nationalisme en Allemagne, et portait en germe la Seconde Guerre mondiale.

C.B.

1919 La mémoire du siècle. Versailles, une paix bâclée ? *de Michel Launay. Ed. Complexe, 190 pages.*

C'est là une étude "sociologique" du monde du travail. Elle rassemble des données intéressantes sur la classe ouvrière depuis deux siècles, illustrées d'enquêtes et de témoignages.

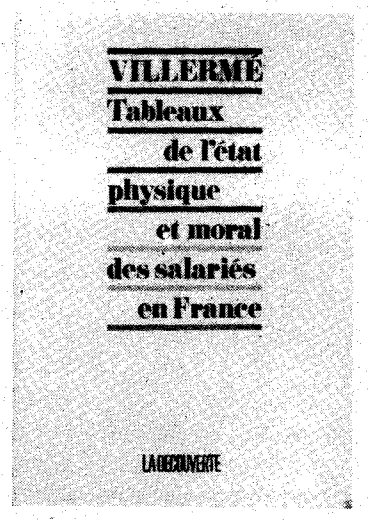
Seulement, l'auteur ne se borne pas aux seules données brutes, il donne aussi son interprétation de l'histoire du mouvement ouvrier ; interprétation qui fait tout de même peu de cas des problèmes politiques nationaux ou internationaux qui influèrent sur la classe ouvrière de France.

Ainsi, à propos du Parti Communiste Français, Gérard Noiriel voit son évolution essentiellement au travers du *"groupe central de la classe ouvrière"* qu'il identifie avec le parti lui-même. A ses dires, ce serait par exemple la dissolution de ce *"groupe"*, formé surtout d'ouvriers qualifiés des grandes entreprises, qui expliquerait l'actuelle baisse électorale du PCF. Le perpétuel renouvellement de la classe ouvrière serait cause aussi du retour périodique de mouvements radicaux peu raisonnables !

Autant dire que l'auteur est loin de notre point de vue. Mais autant savoir qu'on peut y trouver, en cas de besoin, de nombreuses informations sur l'évolution de la composition de la classe ouvrière et sa répartition.

M.B.

Les ouvriers dans la société française. XIXe - XXe siècle *de Gérard Noiriel. Ed. du Seuil, Collection Points histoire. 267 pages. 35 F.*



Ce livre a été écrit par un collectif d'inspecteurs du travail groupés en une association du nom de Villermé. Ce nom est celui d'un docteur qui, en 1839, à la demande de la très bourgeoise Académie des Sciences Morales et Politiques publia un rapport sur *"l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie"*. A l'époque, l'enquête avait joué un rôle dans la rédaction de la première loi sociale interdisant le travail de nuit pour les enfants de moins de huit ans ! Aujourd'hui, les auteurs veulent, disent-ils, marquer leur attachement au respect de la loi du travail qui permettrait de réaliser dans l'entreprise *"un véritable consensus"*.

Ce n'est donc pas du tout du point de vue de la lutte de classe qu'est écrit ce livre. Mais les faits qu'il relate, les "tableaux" qu'il dépeint, montrent combien les patrons mènent, eux, une lutte constante pour exploiter au maximum ouvriers et employés, et combien aussi dans cette période de crise, ils ont plus que jamais une tendance accentuée à s'asseoir sur la légalité.

Les témoignages rapportés par les auteurs sont éloquents. Ils représentent en tout cas l'intérêt principal du livre.

M.B.

Tableaux de l'état physique et moral des salariés en France *de Villermé. Ed. La Découverte. 233 pages. 89 F.*

Films

"L'autre moitié du ciel"

de Manuel Gutierrez Aragon

L'histoire commence en 1959, dans un petit village espagnol. Le père de famille délaisse désormais les travaux de la ferme pour s'embaucher à l'usine voisine. Il laisse la gestion de la ferme aux femmes. *L'autre moitié du ciel,* c'est elles : il y a la grand-mère à la forte personnalité, la mère, ombre insignifiante et les trois filles, deux d'entre elles sont sottes et maladroites, mais Rosa, plus fine, a *"le regard distrait des gens qui font attention à tout"*.

Rosa épouse un rémouleur qui passait par là et qui, à son tour, ne va pas tarder à accompagner son beau-père sur les chemins de l'usine. Rosa est enceinte. Il faut une maison que l'on construit tant bien que mal avec des matériaux de récupération. Mais la tentative de démontage d'un évier à l'usine entraîne pour l'ancien rémouleur la bastonnade, la prison et la mort. Rosa doit se débrouiller seule avec son enfant.

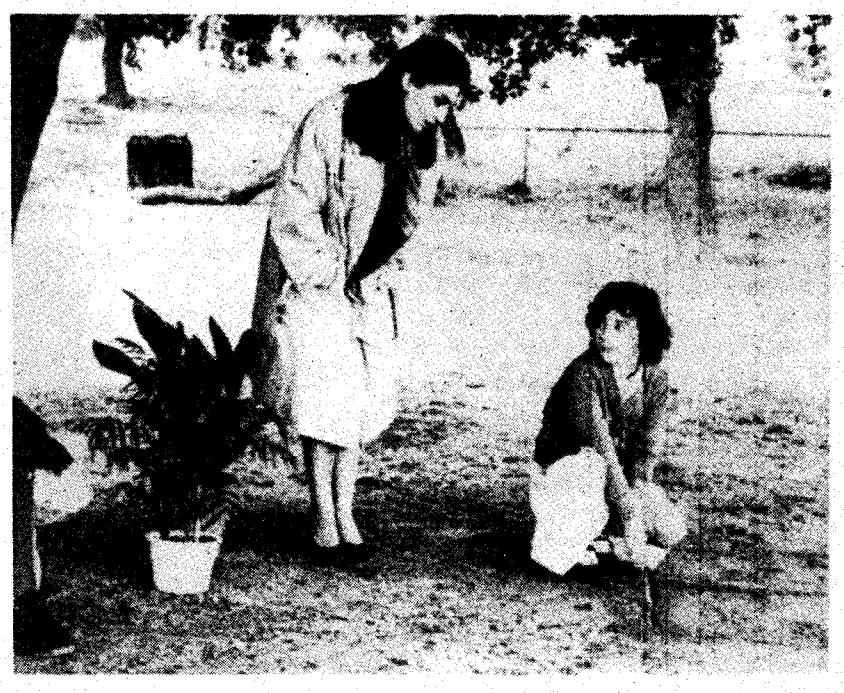
Elle monte à Madrid. Elle est d'abord nourrice chez un phalangiste, responsable des Halles. Cette protection lui assure ensuite un emplacement minuscule où elle vend de la triperie. Finalement, elle deviendra la propriétaire d'un restaurant en vue, recevant à sa table, phalangistes, technocrates à l'heure où se concocte dans les couloirs le retour de la démocratie.

Le film joue sur plusieurs modes : le réalisme grave (la mort du rémouleur), la satire cocasse (les banquets de notables), et aussi le fantastique (les apparitions de la grand-mère).

Selon la presse, l'auteur a voulu présenter une fable sur la récente histoire de l'Espagne, personnifiée par Rosa. Une Espagne qui, quelles que soient les vicissitudes politiciennes, franquistes, monarchistes, socialistes, n'en conserverait pas moins toute son intégrité.

Ce n'est certainement pas là que réside l'intérêt du film. Mais cela n'empêche pas que le personnage de Rosa nous touche, du moins au début de son ascension sociale, lorsqu'elle se débat et affronte les difficultés pour assurer l'avenir de sa fille. On est moins touché quand elle a réussi à devenir une "bonne hôtesse" dans un restaurant à la mode ! L'autre source d'intérêt de ce film est qu'il nous fait pénétrer dans différents milieux espagnols et qu'il a parfois la dent dure pour les notables et les hauts fonctionnaires.

Jacques FONTENOY



"Laputa"

de Helma Sanders-Brahms

Laputa est le nom d'une île volante imaginaire dans *Le voyage de Gulliver.*

Aux yeux de Paul, un architecte français, et de Malgoszeta, une photographe polonaise, Berlin-Ouest, c'est un peu Laputa, une simple escale où ils se retrouvent pour une heure ou deux, entre deux avions.

Le film entier se passe pratiquement à huis clos dans un studio de photographie. Tout réside dans les regards, dans les attitudes. L'actrice Krystyna Janda (qui interpréta entre autres rôles, la journaliste têtue de *L'homme de marbre* de Wajda) touche, par moments, par ses accents vrais.

Helma Sanders, qui fut la réalisatrice d'*Allemagne, mère blafarde,* a fait ici un film intimiste. Son action se déroule avec lenteur vers une rupture qu'on sait inéluctable. Les protagonistes ne se disent pratiquement rien. Visiblement, cette relation n'est déjà pas intéressante pour eux. Comment le serait-elle pour le spectateur ?

Sélection ciné

Dans les salles parisiennes

LE NOM DE LA ROSE
de Jean-Jacques Annaud

Une fable policière dans une sombre abbaye du nord de l'Italie, au 14e siècle. L'Eglise en prend largement pour son grade et Sean Connery, en père franciscain, campe un "Sherlock Holmes" impressionnant.
Forum Orient 1er (vo), Mercury 8e (vo), Français 9e, Montparnos 14e.

ROSA LUXEMBURG
de Margarethe Von Trotta

La vie d'une des plus grandes figures du socialisme international, l'une des rares à être restée fidèle à l'internationalisme prolétarien lors de la Première Guerre mondiale.
Cinoches 6e (vo) à 13 h.

HENRY V
de Laurence Olivier

La pièce de Shakespeare qui raconte l'histoire de ce roi anglais qui infligea à la chevalerie française la monumentale débâcle d'Azincourt.
Panthéon 5e (vo).

WELCOME IN VIENNA
d'Axel Corti

Retour à Vienne en 1945. Les lendemains de la guerre ne chantent pas. La réalité est dure, sinon sordide.
Les 7 parnassiens 14e.

LES ENFANTS DU SILENCE
de Randa Haines

Les relations difficiles et tendres qui s'établissent entre un jeune professeur pour sourds, combattant pour que les adolescents dont il s'occupe arrivent à parler et à s'intégrer à part entière au monde des "normaux", et une jolie, énergique sourde-muette, qui veut, elle, que les entendants apprennent son langage à elle et la respectent.
Gaumont 1er, Gaumont 2, Hautefeuille 6e, Publicis 6e, La Pagode 7e, Gaumont 8e, Gaumont 14e, Mayfair 16e, Maxeville 9e, Paramount 9e, Nation 12e, Fauvette 13e, Alésia 14e, Miramar 14e, Convention 15e, Maillot 17e, Clichy Pathé 18e.

PLATOON
de Oliver Stone

1967-1968. Au travers de la vie quotidienne d'un engagé volontaire au Vietnam, l'horreur de cette guerre que les USA menèrent et perdirent — pour essayer de maintenir leur domination sur l'Asie du Sud-Est. Ce film montre la dégradation des hommes qui ont participé aux massacres et aux tortures.
Forum Horizon 1er, Harpe 5e, Hautefeuille 6e, George V 8e, Marignan 8e, Français 9e, Maxeville 9e, 14 Juillet 11e, Nation 12e, Fauvette 13e, Galaxie 13e, Mistral 14e, Pathé 14e, 3 Parnassiens 14e, Kinopanorama 15e, 14 Juillet 15e, UGC 15e, Maillot 17e, Wepler 18e.

L'atome moins dangereux que les irresponsables qui nous dirigent

Fin mars, une fuite de sodium a été détectée dans le barillet du Superphénix de Creys-Malville et depuis, le sodium continue à se déverser sans qu'on parvienne encore à cerner complètement la panne. Entre-temps, un autre incident a eu lieu au site de Cormurhex de Pierrelatte où, avec la rupture d'une valve, de l'hexafluorure d'uranium s'est échappé au moins pendant les quelques heures qui ont été nécessaires pour une première réparation.

La presse s'étant fait largement l'écho de ces deux incidents, en relançant par là le problème du nucléaire, on a vu alors se multiplier les déclarations des responsables des centrales en question expliquant qu'il n'y avait *"aucun risque pour la population"*, relayés par le ministre de l'Environnement Alain Carignon et celui de l'Industrie, Alain Madelin.

Nous n'irons pas, quant à nous, juger de l'ampleur ou de la gravité de ces deux incidents en matière de sécurité. Peut-être sont-ils effectivement sans gravité et sans risques en ce qui touche la sécurité de la population. Mais le moins que l'on puisse dire, c'est que l'empressement des directions des centrales et du gouvernement pour nous rassurer et conclure que rien n'est changé quant à la poursuite de l'activité des centrales nucléaires, sont loin de donner envie de leur faire confiance !

Et si à ce propos, une fraction de la population s'inquiète du nucléaire, et notamment de la poursuite de l'activité d'une centrale nucléaire comme celle de Creys-Malville, elle a bien raison. Car rien ne garantit qu'il n'existe aucun risque quant à la possibilité d'un accident bien plus grave dans les centrales nucléaires, et surtout pas les déclarations officielles. D'ailleurs, si c'est la rupture d'une valve qui est responsable d'une fuite d'hexafluorure à Tricastin, ou un défaut dans le matériau de la cuve du barillet à Creys, qu'est-ce qui nous garantit par exemple qu'un défaut du même genre dans le matériel ou l'installation n'existe pas ailleurs, dans le cœur de la centrale, alors que jusque-là on nous avait assuré que de tels accidents étaient impossibles ?

Sans doute, le problème n'est pas le nucléaire en soi. D'autres industries présentent des dangers tout aussi grands, sinon peut-être pires. L'industrie chimique en a offert l'exemple il y a peu. Qu'on se souvienne de l'accident de Bâle ou de la catastrophe de Bhopal entraînant la mort et la contamination de milliers de personnes.

Mais justement les faits montrent que la population ne peut faire aucune confiance aux capitalistes pour respecter les règles de sécurité dans ces industries. Pourquoi donc leur ferait-elle confiance en ce qui concerne l'industrie nucléaire ?

On nous assure que tous les dangers ont été prévus ? Mais en réalité on sait très bien que, dans le nucléaire comme ailleurs, ce qui prime sur tout le reste — et par conséquent sur la sécurité — c'est la recherche du sacro-saint profit pour les capitalistes qui mettent en œuvre et dirigent ces entreprises. Et même lorsque c'est l'Etat qui intervient, il n'en reste pas moins l'Etat capitaliste guidé par la recherche de la rentabilité et du moindre coût comme aussi par celle de permettre aux capitalistes de voir fructifier leurs affaires, en leur fournissant toutes sortes de commandes, aux Alsthom et Framatome dans le domaine du nucléaire par exemple.

Alors l'énergie pourrait, peut-être, être l'énergie dont la production d'un point de vue social représenterait le moindre coût humain, comparée aux autres types d'énergie comme le charbon ou le pétrole par exemple. Peut-être. Mais on n'en aurait la certitude que dans une société débarrassée des critères du profit, de la concurrence sauvage et de l'appât du gain immédiat, car il n'y a qu'une telle société qui, réellement, ferait toutes les études nécessaires, et donnerait à la population tous les moyens de choisir et de contrôler.

En attendant, la population aurait bien tort de faire la moindre confiance, pour sa sécurité, aux hommes qui nous dirigent.

Hélène GRILLET

Le nucléaire a transformé le béton en or

Quatre cent millions de francs : ce serait, si tout se passe bien, le montant de la facture pour réparer la cuve qui fuit de la centrale de Creys-Malville. Cet accident a attiré l'attention sur le coût des centrales nucléaires présentées lors du lancement du grand programme de construction, au milieu des années 1970, comme une formule économique pour produire de l'énergie.

Tous ces prétendus techniciens affirmaient à l'époque d'une même voix que le kilowatt d'origine nucléaire serait, comparé à celui produit avec du pétrole ou du charbon, de loin le meilleur marché. Aujourd'hui les responsables d'EDF avouent dans la presse que les calculs étaient faussés, l'augmentation du prix de l'énergie s'étant avérée moins rapide que prévu et la consommation ayant moins augmenté que les études ne l'annonçaient. Bref tous ces prétendus experts se sont et nous ont trompés. Et on peut se demander s'ils ne sont pas tout aussi fantaisistes quand ils parlent de sécurité que quand il s'agit de gros sous.

On peut d'autant plus se poser la question qu'en fait l'Etat et les responsables d'EDF sont au service du capital privé, des gros industriels qu'ils sont chargés d'alimenter en marchés.

Si l'on a construit aussi rapidement 65 tranches de centrales nucléaires en France (dix sont encore en cours d'achèvement), ce n'est pas en fonction de l'intérêt général, des besoins réels de la population du pays. Il s'agissait comme pour les dépenses d'armement de fournir des commandes aux Schneider-Creusot Loire, aux CGE et aux bétonneurs comme Bouygues, Dumez, la Société Auxiliaire d'Entreprises.

C'est pour permettre à ceux-là d'entasser les profits que l'EDF s'est endettée massivement (sa dette est équivalente à celle du Vénézuéla) et a diminué ses effectifs et les travaux d'entretien ou de renouvellement du réseau existant au niveau de la distribution. On s'en aperçoit quand des immeubles se retrouvent sans électricité et donc sans chauffage comme cet hiver, parce que EDF a voulu économiser sur le matériel en calculant la puissance au plus juste, sans aucune marge de sécurité !

Le nucléaire qui devait, paraît-il, assurer à la France l'électricité au meilleur marché d'Europe est aujourd'hui payé par une baisse du service rendu aux petits usagers.

P.V.

Combien de cadavres, combien de fûts toxiques... et combien de profits ?

Le scandale du ferry de Zeebrugge s'amplifie constamment. On savait que le navire transportait des fûts de cyanure très dangereux. On a appris seulement le 15 avril — plus d'un mois après le naufrage — qu'il y avait aussi du diisocyanate toluylène, un produit voisin de celui de la catastrophe de Bhopal. Il y aurait cinquante fûts de ce produit dont certains ont été récupérés et d'autres sont dans le navire ou flottent sur la mer. Un spécialiste a expliqué qu'au contact de l'eau de mer, le contenu subit une violente réaction explosive. Quatre sauveteurs ont été blessés par l'explosion d'un bidon alors qu'ils le manipulaient pour le ranger.

Rappelons qu'on ignore toujours le nombre exact de cadavres qui se trouvent encore dans le navire, et qu'on ne le connaîtra qu'à la fin des opérations de renflouage. C'est que les Compagnies acceptent couramment des passagers en surnombre, et dans ce cas elles les inscrivent fictivement pour un voyage suivant moins chargé. Ce n'était peut-être pas le cas cette fois là, mais ça reste à vérifier.

L'Humanité du 15 avril fait état d'un rapport confidentiel rédigé par les officiers de l'armement naval de la SNCF qui se plaignent de l'insécurité générale qui règne sur les ferries : manque de personnel, navire prenant la mer par gros temps et même par tempête, chargement insuffisamment arrimé pour gagner du temps, surcharge en passagers, exercices d'incendie mal faits, ignorance du contenu des camions transportés, etc.

Ce rapport top-secret serait entre les mains des autorités et leurs auteurs seraient menacés de sanctions s'ils le rendaient public.

M. Carignon qui nous rebat les oreilles, à propos des centrales nucléaires, sur la transparence de l'information, pourrait peut-être obliger son collègue, le secrétaire d'Etat à la mer, à publier ce rapport, ou peut-être M. Malhuret qui s'occupe, dit-on, des Droits de l'homme, non ?

A.V.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995